

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

JUIN 2014

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- **la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;**
 - **la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;**
 - **leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.**
-

Cette question sera répondue par RECYC-QUÉBEC et le BAPE.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer :

- le lieu ;
- le coût ;
- la ou les dates de participation ;
- le nombre de participants ;
- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- le nom de la formation ou de l'activité.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 2 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 3
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Sommes dépensées en 2012-2013 et 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veillez vous référer à la réponse de la question 1 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 4
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant pour chacun :

- son mandat ;
- la liste des membres ;
- le budget dépensé ;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- les résultats atteints.

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité conjoint MSSS-MDDELCC	Échanger et coordonner les collaborations sur les dossiers de santé environnementale.	Co-présidé par le MDDELCC et le MSSS	Aucun
Comité conjoint MSSS-MDDELCC-INSPQ permanent sur la gestion des échanges de données sur la qualité de l'air et le climat	Assurer un soutien scientifique et technique au MSSS et en particulier à l'INSPQ et aux directions de santé publique.	MDDELCC MSSS INSPQ	Aucun
Comité interministériel de suivi et de recommandation - Projet de révision de la régularisation des niveaux d'eau et des débits dans le système LOSLR (lac Ontario - fleuve Saint-Laurent)	Le comité interministériel, sous la coordination de la Direction des relations intergouvernementales du MDDELCC, permet de faire circuler entre les ministères l'information relative au dossier Lac Ontario - Fleuve Saint-Laurent et d'effectuer les consultations gouvernementales nécessaires à la définition de la position gouvernementale.	MDDELCC MDDELCC (CEHQ) MFFP MRIF MCE MERN MTQ MSP MEIE MAMOT	Aucun
Comité exécutif du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), présidé par le MDDELCC.	Assurer la concertation interministérielle sur les enjeux stratégiques liés au PACC 2013-2020 et aux changements climatiques en général.	MDDELCC MTQ MERN MFQ MEIE	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité interministériel de concertation Baie Missisquoi du Lac Champlain	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner la mise en œuvre du Plan d'action sur la réduction des charges de phosphore dans le bassin versant de la Baie Missisquoi (lac Champlain) dans le cadre de l'Entente Vermont/Québec. • Évaluer les 15 recommandations du rapport Résilience aux inondations dans le bassin du lac Champlain et de la rivière Richelieu du Lake Champlain Basin Program (LCBP) et de proposer des éléments de réponse. 	MDDELCC (régional) MERN MAMOT MAPAQ MSP MTQ MRIF RRSSS MFQ	Aucun
Comité interministériel - Nouvelles technologies environnementales	Mise à jour des programmes et des projets de nouvelles technologies environnementales afin d'avoir une vue d'ensemble du financement dans ce secteur.	AEÉ MDDELCC MFQ MAPAQ MERN MTQ	Aucun
Comité directeur sur la Chaire de séquestration géologique	Faire le suivi administratif des activités de la Chaire de séquestration géologique.	MDDELCC MERN MFQ INRS-ETE	Aucun
Comité interministériel du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) – Présidé par le MDDELCC	Collaborer à la mise en œuvre et au suivi du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020), définir des orientations concernant l'action gouvernementale en changements climatiques, favoriser la collaboration interministérielle et appuyer le comité exécutif du PACC 2013-2020 en formulant des recommandations relativement au PACC 2013-2020.	MDDELCC MESRS MERN MTQ MSSS MFQ MSP MAPAQ MAMOT MFFP MEIE	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau (CIGIE)	Le mandat du Comité interministériel sur la gestion intégrée de l'eau (CIGIE) découle des objectifs de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection (Loi sur l'eau). Le CIGIE remplace la Table interministérielle de la Politique nationale de l'eau (TIPNE), car de portée plus large. Il est un forum d'échange d'information et de concertation.	MDDELCC MAMOT MAPAQ MERN MSP MRIF MTQ MSSS MCE (SAA) MTOUR	Aucun
Approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIgé)	Partage d'une vision commune de l'information géographique entre tous les acteurs gouvernementaux. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques.	MERN MDDELCC MAPAQ MAMOT MTQ MSP ISQ MSSS SCT MFE MESS	3000 \$ Congrès Géomatique 2013.
Groupe de travail interministériel sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA) – Présidé par le MDDELCC	Faciliter le partage des informations sur l'APA; traiter à une même table des actions des différents ministères et organismes concernés; élaborer la position du Québec eu égard à un éventuel cadre de référence canadien et aux négociations canadiennes et internationales sur l'APA..	MDDELCC MAPAQ MERN MCE (SAA, SAIC) MRIF MFQ	Aucun
Comité interministériel sur les organismes génétiquement modifiés – Sous la responsabilité du MDDELCC	Faciliter le partage de l'information sur les OGM, la consultation sur des positions et des actions à prendre, élaborer des avis et des positionnements québécois sur les enjeux environnementaux, sociétaux et économiques associés aux OGM.	MDDELCC MAPAQ MERN MRIF MFQ MCE (SAIC) MSSS CEST MFFP	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité interministériel sur les espèces exotiques envahissantes	Favoriser le maillage et la concertation entre les ministères et organismes gouvernementaux québécois dans le domaine des espèces exotiques envahissantes.	MDDELCC MAPAQ MERN MSP MFFP MFQ MRIF SÉPAQ MTQ MAMOT MTOUR	Aucun
Comité directeur interministériel sur la diversité biologique (mise en œuvre des orientations gouvernementales) – Présidé par le MDDELCC	Le mandat du CDDB vise à mettre en œuvre les orientations gouvernementales, à partager les actions ministérielles en lien avec la diversité biologique, et à faire le portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d'Aichi de la CDB en vue de conseiller le gouvernement sur les mesures à prendre pour être au rendez-vous de 2020.	MDDELCC MERN MCC MFFP MAMOT MAPAQ MRIF MERN MESRST MAMOT	Aucun
Comité interministériel sur les milieux humides – Présidé par le MDDELCC	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la concertation au sein des différents ministères quant à l'harmonisation des politiques, des orientations, des stratégies et des programmes qui ont une incidence sur les milieux humides et hydriques. • Assurer une cohérence et une plus grande efficacité dans la mise en place de mesures gouvernementales liées à la conservation et à l'utilisation durable des milieux humides et hydriques. 	MDDELCC MFFP MERN MTQ MEIE MAPAQ MAMOT MSP	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité connaissance sur le territoire nordique québécois – Présidé par le MERN	Assurer la coordination des activités de connaissance et d'acquisition et de diffusion des données géographiques à référence.	MERN MDDELCC MESS MCC MTQ MFFP MAPAQ MAMOT MTOUR MELS MTQ	Aucun
Comité interministériel du développement durable (CIDD) – Présidé par le MDDELCC	Concier l'ensemble des intervenants (ministères et organismes) sur la promotion et la réalisation du développement durable.	Tous les ministères et les organismes suivants : ARQ AMT BANQ BAPE CRIQ CSPQ CSBE CCQ CSST CPTAQ CDPDJ CCQF FRQ (3 Fonds) ISQ INESSS IQ FADQ OPC RE RAMQ RRQ RBQ RCQ SAAQ SAQ SÉPAQ LOTO-QC Recyc-Québec STQ SHQ SCCQ SQI Hydro-Québec	3 200 \$

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité directeur du développement durable (CDD) – Présidé par le MDDELCC	<ul style="list-style-type: none"> Assurer un leadership de promotion, de développement et de suivi visant la convergence des actions gouvernementales dans l'une ou l'autre des grandes missions de l'État, en prenant assise sur les trois dimensions du développement durable; Définir des actions stratégiques majeures et horizontales qui feront l'objet d'une attention et d'une reddition de comptes prioritaires; Examiner régulièrement les progrès réalisés. 	MDDELCC MAMOT MERN MFQ et MEIE MCC MESS MSSS	
Groupe de travail interministériel sur la biosécurité – Présidé par le MDDELCC	Concerter l'ensemble des intervenants du gouvernement du Québec sur le dossier des OGM.	MDDELCC MAPAQ MFQ MRIF MERN MFFP MSSS MCE (SAIC) OPC MSP	
Comité de liaison MDDELCC – MESS – Qualification environnementale des utilisateurs d'halocarbures	Assurer la mise en œuvre des exigences applicables concernant la compétence de ces utilisateurs, voir à l'ajustement des programmes de formation au besoin et rendre accessible une formation via le Web.	MDDELCC Emploi-Québec	Aucun
Comité directeur sur les aires protégées – Présidé par le MDDELCC	Concerter le MDDELCC, le MERN et le MFFP dans la réalisation des orientations stratégiques du Québec en matière d'aires protégées pour atteindre la cible de 12 % du Québec en aires protégées en 2015.	MDDELCC MFFP MERN	
Comité directeur bilan de phosphore et application de l'écoconditionnalité	Assurer la mise en place de l'écoconditionnalité dans les programmes agricoles dans le respect du Règlement sur les exploitations agricoles (REA).	MDDELCC MAPAQ La Financière agricole	Aucun
Comité interministériel de coordination de l'aquaculture durable (CICAD)	Assurer la mise en œuvre de l'entente STRADDAQ.	MDDELCC MAPAQ	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité interministériel d'orientation et de coordination sur la problématique des cyanobactéries – Présidé par le MDDELCC	Mise en œuvre et suivi du Plan d'intervention sur les algues bleu-vert 2007-2017.	MDDELCC MSSS MSP MTQ MERN MAPAQ Services Québec MFQ MFFP	Aucun
Comité interministériel de gestion des épisodes de fleurs d'eau de cyanobactéries – Présidé par le MDDELCC	Mise en œuvre et suivi des procédures de gestion lors d'épisodes de fleurs d'eau de cyanobactéries.	MDDELCC MSSS INSPQ	Aucun pour les réunions (régions en visioconférence).
Comité interministériel central de suivi de l'entente administrative entre le MTQ et le MDDELCC.	Veiller au bon fonctionnement de l'entente; régler les litiges régionaux; reconduire et améliorer l'entente. Article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.	MDDELCC MTQ	Aucun
Comité interministériel central de suivi de l'entente administrative entre le MTQ, le MFFP et le MDDELCC.	Veiller au bon fonctionnement de l'entente; régler les litiges régionaux; reconduire et améliorer l'entente. Article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.	MDDELCC MTQ MFFP	Aucun
Comité sur les barrages inutiles à Hydro-Québec	Étudier la problématique des barrages qui ne sont plus utiles à Hydro-Québec, sélectionner les barrages dont le maintien est requis et soumettre au Conseil des ministres une proposition de prise en charge et de financement des ouvrages dont le maintien aura été jugé essentiel à la mission de l'État.	MDDELCC (CEHQ) MERN Hydro-Québec	Aucun
Comité interministériel sur le bruit environnemental	Partager les connaissances, accroître la collaboration entre les ministères en vue de proposer des orientations gouvernementales et développer des documents de références ou outils de sensibilisation visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé, la sécurité et la qualité de vie. Harmoniser les pratiques de gestion du bruit environnemental au sein des ministères.	MSSS MDDELCC MTQ MAMOT MERN	Aucun
Comité sur la révision de la politique sur le bruit routier du MTQ	Réviser la Politique sur le bruit routier du MTQ.	MTQ MDDELCC MSSS	Aucun
Comité MTQ-MDDELCC	Suivi des projets assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.	MTQ MDDELCC	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité de suivi des projets d'Hydro-Québec	Procéder au suivi des projets d'Hydro-Québec assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement.	MDDELCC Hydro-Québec MERN	Aucun
Table de concertation sur les pratiques d'acquisition écoresponsable – Présidé par le MDDELCC	Arrimer les actions des principaux ministères et organismes gouvernementaux et contribuer au développement et l'application de pratiques d'acquisition écoresponsable en regard des objectifs poursuivis par la Politique administrative pour un gouvernement écoresponsable en matière de production et de consommation responsables (orientation 3 de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013).	MDDELCC Recyc-Québec CSPQ SCT MFQ SAQ SAAQ Loto-Québec Hydro-Québec Forum des gestionnaires en ressources matérielles du gouvernement du Québec SQI Pour l'accompagnement des réseaux et des organismes municipaux : MELS MSSS MAMOT	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Table d'accompagnement conseil des entreprises du secteur privé – Co-présidé par le MDDELCC	Aider les entreprises québécoises à prendre le virage du développement durable. La mise sur pied de la Table d'accompagnement-conseil des entreprises du secteur privé est liée à une orientation prioritaire de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 (prolongée jusqu'en 2015), soit Aménager et développer le territoire de façon durable et intégrée.	MEIE, responsable de la TACEP MDDELCC, co-responsable de la TACEP CRIQ Emploi-Québec IQ MAPAQ MESS MERN et BEIE MRIF MTOUR MTRAV Services Québec	500 \$
Comité interministériel sur la Politique québécoise de l'air	Concier l'ensemble des intervenants du gouvernement du Québec sur le projet de Politique québécoise de l'air.	MDDELCC MSSS MTQ MAMOT MAPAQ MERN MFQ CSST RBQ SQI SHQ	Aucun
Comité directeur du rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques	Favoriser la concertation et la coopération interministérielle nécessaire à la production du rapport quinquennal.	MDDELCC MERN MAMOT MAPAQ MSSS	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Table de gouvernance en gestion des connaissances sur l'eau	Assurer une meilleure coordination entre les différents services qu'offre le gouvernement en terme de diffusion des connaissances sur l'eau.	MDDELCC MERN MAMOT MAPAQ MSSS MSP MFQ MTQ	Aucun
Comité interministériel de la mise en œuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent (Entente)	Assurer la mise en œuvre gouvernementale de l'entente.	MDDELCC MERN MAMOT MCE MRIF MTQ MAPAQ MEIE MELS MESRS MELS	Aucun
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 \ Plan d'action Saint-Laurent (PASL) Comité directeur de l'Entente (CDE)	Assurer la mise en œuvre et la gestion de l'entente.	MDDELCC MAMOT MERN MAPAQ MTQ MSSS MTOUR MSP EC MPO AAC ACÉE APC ASPC SC TC TPSGC	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité de suivi Amélioration de la qualité de l'eau (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu qualité de l'eau et effectuer la reddition de compte auprès du Comité directeur de l'Entente (CDE).	MDDELCC MFFP MERN MAPAQ MSP MSSS EC MPO SC ASPC APC AAC	Aucun
Comité de suivi Conservation de la biodiversité (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu biodiversité et effectuer la reddition de compte auprès du CDE.	MDDELCC MFFP MERN MAPAQ EC MPO APC AAC	Aucun
Comité de suivi Pérennité des usages (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu usages et effectuer la reddition de compte auprès du CDE.	MDDELCC MERN MTQ MTO MAMOT MSP EC MPO TC ASC TPSGC ACÉE APC	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Groupe de travail Suivi de l'état du Saint-Laurent (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail SÉSL et effectuer la reddition de compte auprès du CDE.	MDDELCC MFFP MERN EC MPO APC	Aucun
Groupe de travail Prévision numérique environnementale (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail et effectuer la reddition de compte auprès du CDE.	MDDELCC EC MPO	Aucun
Comité MDDEFP-MAPAQ sur la mise en œuvre du Règlement sur la déclaration des prélèvements d'eau	Création de deux comités techniques, l'un agricole, l'autre piscicole, ayant pour mandat de définir les méthodes d'estimation des prélèvements d'eau incluant l'évaluation de la marge d'erreur de ces méthodes.	MDDELCC MAPAQ	Aucun
Comité sur les nouvelles technologies en eaux usées et eaux potables	Valider la performance des nouvelles technologies de traitement des eaux afin de s'assurer que les installations de traitement autorisées par le MDDELCC sont en mesure de respecter les exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable ou les exigences relatives aux rejets pour les ouvrages d'assainissement et, pour le MAMOT, de s'assurer de la pérennité des installations de traitement subventionnées.	MAMOT MDDELCC BNQ	Aucun
Comité de révision de l'Entente administrative MDDELCC-MAMOT concernant les eaux usées et l'eau potable	Revoir et actualiser le contenu de l'entente administrative MDDELCC-MAMOT de 2002 sur le suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées et l'eau potable, ainsi que les ententes techniques complémentaires. La nouvelle entente va intégrer le volet eau potable.	MDDELCC MAMOT	Aucun
Comité de suivi de l'Opération « Mise aux normes Arsenic » - Eau potable	Effectuer un suivi systématique et périodique des démarches entreprises en vue de régulariser la situation des réseaux municipaux et privés problématiques eu égard au dépassement de la nouvelle norme édictée en mars 2012.	MDDELCC MSSS MAMOT MAPAQ	Aucun
Comité de liaison MDDEFP – MAMOT - Emploi-Québec – Formation et certification des opérateurs en eaux usées	Assurer le développement du programme de certification concernant la compétence des opérateurs de stations d'épuration municipale selon les nouvelles exigences du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées et voir à l'ajustement des programmes de formation.	MDDELCC MAMOT Emploi-Québec	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité de suivi MDDELCC-MAMOT sur la mise aux normes des installations municipales d'eau potable (Opération 200 et 90)	Faire le suivi des opérations 90 et 200 (Mise aux normes des installations d'eau potable).	MDDELCC MAMOT	Aucun
Comité de mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne pour la gestion des effluents d'eaux usées municipaux	Élaborer les outils de mise en œuvre de la Stratégie pancanadienne au Québec et en coordonner la mise en application.	MDDELCC MAMOT	Aucun
Comité interministériel MERN - MDDELCC sur la mise en œuvre de la stratégie minérale	Assurer la mise en œuvre des éléments de la Stratégie minérale du Québec et des recommandations inscrites dans le rapport du Vérificateur général du Québec qui interpellent les deux ministères. Harmoniser l'application de la modification de la Loi sur les mines.	MERN MDDELCC	4537 \$
Comité de coordination sur l'industrie du gaz et du pétrole	Assurer des échanges sur les plans d'action respectifs des deux ministères, sur les autorisations et le contrôle de l'industrie du gaz et du pétrole, en particulier le gaz de schiste.	MDDELCC MERN	Aucun
Comité directeur de SAgE pesticides	Assurer la mise en œuvre de l'Entente de partenariat 2012-2017 relative à SAgE pesticides, à la base de données sur les caractéristiques des pesticides d'usage agricole, à l'indicateur de risque des pesticides du Québec-IRPeQ et à l'IRPeQ express.	MDDELCC MAPAQ INSPQ (MSSS)	Aucun
Comité et sous-comité sur les grands projets économiques (Plan Nord)	Mandat de coordination interministériel des grands projets économiques.	MFE MDDELCC MERN MAMOT MFQ IQ Hydro-Québec	Aucun
Comité sur le soutien et l'accompagnement des communautés	Concier les interventions gouvernementales et être aux aguets de problématiques d'envergures, de manière à faciliter la tâche aux communautés, qui voient surgir des projets importants de développements et les difficultés entraînées par l'augmentation subite de travailleurs.	MERN MELS MFQ MSSS MESS MFA MDDELCC SAA MTQ MAPAQ	n/d

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité sur les infrastructures du Plan Nord	Infrastructures du Plan Nord	MERN MDDELCC MAMOT MAPAQ MJQ MFQ SHQ Hydro-Québec CCQ MSSS MCE MCC MELS MTOUR MTQ	n/d
Comité de liaison avec les élus (gaz de shale)	Consulter les instances régionales sur les orientations et dispositions relatives à la filière de développement de l'industrie du gaz de schiste.	MERN MAMOT UMQ FQM MDDELCC UPA MRC suivantes : Pierre-de-Saurel Nicolet-Yamaska Témiscouata De l'Érable St-Marc-sur-Richelieu Bécancour Vallée-du-Richelieu Lotbinière	n/d

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité de liaison sur l'environnement (gaz de shale)	Formuler des avis sur les dispositions à prévoir dans le projet de loi spécifique aux hydrocarbures pour tenir compte des enjeux environnementaux entourant l'exploration et l'exploitation des ressources gazières du Québec.	MERN MDDELCC MSP MSSS AQLPA CRE-Montréal Centre-du-Québec CRE-Chaudière-Appalaches ROBVQ Équiterre Nature Québec UPA Réseau Environnement UQAM Université de Montréal	n/d
Comité directeur de suivi de l'entente concernant le maintien du programme de suivi agroclimatique	Assurer le suivi et la mise en œuvre de l'entente.	MDDELCC La Financière agricole	
Comité de direction des études menées dans la région d'Oujé-Bougoumou – Co-présidé par le MDDELCC	Évaluer les besoins d'acquisition de connaissances sur des problématiques environnementales sur le territoire traditionnel de la communauté crie d'Oujé-Bougoumou.	MDDELCC MERN MSSS MCE (SAA) Association minière du Québec Communauté crie d'Oujé-Bougoumou	
Commission agrométéorologie	Concertation des utilisateurs de données météorologiques du secteur agricole	CRAAQ MDDELCC AAC La Financière agricole SOPFIM UPA EC MAPAQ	0\$

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Comité interministériel sur l'élaboration d'une politique pour une saine alimentation	Développer une politique permettant au gouvernement, avec des partenaires de l'industrie et du commerce, de promouvoir, développer et maintenir des habitudes de saine alimentation pour la société québécoise.	MSSS MDDELCC MAMOT MAPAQ MFQ	Aucun pour le MDDELCC
Comité directeur de l'étude comparative de consignment publique et de collecte sélective	Assurer un rôle décisionnel dans les différentes étapes préalables à l'étude ainsi que durant la réalisation de l'étude.	MDDELCC RECYC-QUÉBEC MAMOT MAPAQ MFQ	Aucun
Comité technique de l'étude comparative de consignment publique et de collecte sélective	Assurer un suivi technique et émettre des recommandations et des commentaires auprès du chargé de projet (1) de l'étude durant la réalisation de son mandat. (1) sera réalisée par un tiers	MDDELCC RECYC-QUÉBEC MFQ MAMOT MAPAQ	Aucun
clicSÉCUR – Table des ministères et organismes (MO) utilisateurs	Orienter la direction du service clicSÉCUR sur les préoccupations d'affaires (attentes, besoins, enjeux, visions, etc.) des MO utilisant les services clicSÉCUR dans le gouvernement en ligne et sur l'évolution stratégique du service clicSÉCUR.	Services Québec SCT RRQ SAAQ MFA MAMOT CES ARQ CSST MESS OPC RAMQ MDDELCC	Aucun

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
clicSÉCUR –Table de pilotage	<p>Rencontre avec les divers ministères et organismes utilisant la solution clicSÉCUR Entreprise (CSE) et clicSÉCUR Citoyens (CSC) comme solutions d'authentification. Les tables de pilotage présentent les modifications à venir (volet projet) ainsi que les améliorations en cours (volet continuité).</p>	<p>Services Québec SAAQ RRQ MFA MDDELCC CES MAMOT MESS AMF ARQ CSPQ DEC RQAP DoCIT RAMQ OPC</p>	Aucun
Groupe de travail technique sur la sécurité ferroviaire et du transport de matières dangereuses	<p>Le groupe de travail technique a été formé à la suite des événements de Lac Mégantic. Le mandat poursuit 3 objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • améliorer la connaissance sur la sécurité ferroviaire et assurer un soutien technique pour les questions soulevées; • identifier des pistes de solution afin de répondre aux enjeux qui seront soulevés et en évaluer la pertinence et la faisabilité; • conseiller les autorités siégeant à la Table québécoise sur la sécurité ferroviaire et le transport de matières dangereuses. 	<p>MTQ MAMOT MSP MDDELCC SAAQ FQM UMQ Ville de Montréal Ville de Québec</p>	Aucun
Comité MSSS-MDDELCC pour l'élaboration d'un guide sur la gestion des déchets hospitaliers	<p>Élaborer un guide sur la gestion des déchets produits en milieu hospitalier : déchets biomédicaux, déchets pharmaceutiques, déchets chimiques (laboratoire), etc.</p>	<p>MSSS MDDELCC ASSSTSAS ARSSS-Estrie ARSSS-Laval ARSSS Laurentides CSSS Laval CSSS Haute-Yamaska</p>	

Comités interministériels	Mandats	Liste des membres	Budget dépensé en 2013-2014
Groupe de travail interministériel sur la prévention des risques de la légionellose dans les tours de refroidissement	<p>Le mandat du groupe de travail interministériel consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> proposer des exigences sur l'entretien des tours de refroidissement à intégrer au chapitre Bâtiment du Code de sécurité; proposer des ajouts à apporter au chapitre du bâtiment du Code de construction visant la conception et l'installation des tours de refroidissement; déterminer une façon d'établir un répertoire provincial des tours de refroidissement; déterminer toute autre mesure pour minimiser les risques associés à la légionellose dans les tours de refroidissement. 	RBQ SQI CSSS MDDELCC MSSS DRSP03 INSPQ	
Comité de transition de la Faune	<p>Le mandat du comité de transition consiste à évaluer les ressources liées aux activités de la mission faunique afin de les intégrer au MDDEFP, et ce, tout en limitant les impacts sur la clientèle et le personnel.</p>	MERN (MRN) MDDELCC (MDDEFP)	Aucun
Comité interministériel MERN-MDDELCC sur les projets d'exploitation de tourbe	<p>Établir un mécanisme de concertation interministérielle pour le traitement des dossiers d'exploitation de la tourbe.</p>	MERN MDDELCC	Aucun
Comité Lac Mégantic - Sous la responsabilité du MAMOT	<p>Assurer la coordination de l'action gouvernementale à la suite du sinistre survenu le 6 juillet 2013 à Lac Mégantic</p>	MSP MAMOT MDDELCC	Aucun

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur

	An. bud. 11-12		An. bud. 12-13 (30 novembre 2012)		An. bud. 13-14	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Unités relevant de la sous-ministre	9	3%	9	3%	9	2%
SMA aux changements climatiques, à l'air et aux relations intergouvernementales	20	6%	19	6%	7	1%
SMA aux services à la gestion et au milieu terrestre	18	6%	20	6%	36	7%
SMA à l'état de l'environnement, à l'écologie et au développement durable	37	12%	37	11%	23	5%
SMA à l'eau, à l'expertise et aux évaluations environnementales	3	1%	7	2%	14	3%
Centre d'expertise en analyse environnementale	49	16%	48	14%	54	11%
Centre d'expertise hydrique	62	20%	61	18%	63	13%
Centre de contrôle environnemental du Québec	67	21%	76	22%	77	16%
Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionales	50	16%	65	19%	68	14%
SMA au secteur Faune	-	-	-	-	130	27%
Total	315	100%	342	100%	481	100%

Nombre et pourcentage d'employés devenus permanents par secteur

	An. bud. 11-12		An. bud. 12-13 (30 novembre 2012)		An. bud. 13-14	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Unités relevant de la sous-ministre	6	4%	3	3%	3	2%
SMA aux changements climatiques, à l'air et aux relations intergouvernementales	9	6%	14	13%	9	6%
SMA aux services à la gestion et au milieu terrestre	21	15%	11	10%	19	13%
SMA à l'état de l'environnement, à l'écologie et au développement durable	21	15%	5	5%	16	11%
SMA à l'eau, à l'expertise et aux évaluations environnementales	6	4%	5	5%	15	10%
Centre d'expertise en analyse environnementale	5	4%	12	11%	12	8%
Centre d'expertise hydrique	13	9%	21	19%	12	8%
Centre de contrôle environnemental du Québec	40	28%	22	20%	22	15%
Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionales	21	15%	18	16%	14	9%
SMA au secteur Faune	-	-	-	-	29	19%
Total	142	100%	111	100%	151	100%

QUESTION PARTICULIÈRE N° 6
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir des ministères et organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes. Ventilation par année, par ministère et organismes ainsi que par compressions réalisées et à venir.

Veillez vous référer à la réponse de la question 34 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013 et 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Sondage	Sujet	Firme retenue, le cas échéant	Coût
Sondage téléphonique	Sondage téléphonique auprès des résidents de l'Estrie et de la Montérégie pour connaître le degré de sensibilisation et de connaissance à l'égard de la rage chez le raton laveur	Léger Marketing	8 650 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste et copie de tous les avis, juridiques et autres, commandés en 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère ou le cabinet du ministre en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception

Les avis juridiques demandés par le ministère ou le cabinet du ministre sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la Charte des droits et libertés.

Pour ce qui est des autres avis, veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 9
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013 et 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Document traduit	Nom de la firme ou du professionnel retenu	Coût
Rapport_audience_MP_sans_carte + Cartes 1 à 3	8397279 Canada inc.	1 350,76 \$
Proposition bonification travaux en week-end	8397279 Canada inc.	1 148,70 \$
4 portraits TRAF + 3 durées resp. + 2 cadres juridiques	8397279 Canada inc.	5 967,60 \$
Caribous jeu	8397279 Canada inc.	1 508,34 \$
Travail juridique urgent en week-end et pendant le congé du temps des Fêtes	8397279 Canada inc.	2 793,60 \$
Rapport de consultations publiques pour le projet de centrale de l'Eastmain-1-A et de la Sarcelle et de la dérivation Rupert par Hydro-Québec	Traductions Terrance Hughes inc.	4 896,25 \$
Demande de modification et réponses à des conditions du certificat d'autorisation du 11 janvier 2013	Traductions Terrance Hughes inc.	1 695,00 \$
Rapport : Teneurs en métaux dans l'eau et les poissons des lacs de la région de Chibougamau et de l'Oujé-Bougoumou	Traductions Terrance Hughes inc.	3 790,25 \$
Rapport annuel 2013 + Guide rapport annuel + Lettre type	Traduction Terrance Hughes inc.	1 294,75 \$
Projet de parc Assinica – État des connaissances	Traduction Christopher Carrie	7 866,23 \$
État de la situation du caribou migrateur, troupeau de la rivière George	Rod Willmot	3 151,00 \$
Rapport de la campagne de terrain – projet de parc national Albanel-Témiscamie-Otish	Rod Willmot	1 009,70 \$
Évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste – connaissances acquises et principaux constats	Rod Willmot	4 521,57 \$
Formulaire - Demande CA brique béton asphalte	Rod Willmot	2 466,75 \$
Allocution Varsovie + Allocution Climate Group + Allocution Varsovie + Introduction du ministre	Paul Raymond Côté	1 157,50 \$
Rapport quinquennal de mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013	Les Traductions Atout	2 295,00 \$
Détermination des externalités associées au développement de la filière du gaz de schiste ainsi que des mesures susceptibles de les réduire	Les Traductions Atout	1 350,00 \$
Rapport synthèse de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste	Les Traductions Atout	2 160,00 \$
LightSavers global trial analysis v. 1.3	Anglocom	1 153,32 \$
Trousse pour le MRI – Présentation du SPEDE Québec	Anglocom	1 295,28 \$
Account Application with comments	Anglocom	1 290,90 \$

Regional Climate Change Action Plan + Draft – NEG-ECP Resolution on Climate Change + Climate Change Steering Committee + Climate Change Progress + Régional GHG inventory Report	Anglocom	4 812,92 \$
Leadership régional en changements climatiques – 40 ans de coopération	Anglocom	2 651,88 \$
Programme de conservation et d'utilisation efficace de l'eau du Québec + Inventaire des mesures	Anglocom	3 615,36 \$
Help Desk Summary et Final Materials	Anglocom	1 958,04 \$
Quebec_Ontario_Trade Agreement Report	Anglocom	1 072,12 \$
Draft CA IC realease	Anglocom	1 191,40 \$
Rapport annuel de suivi environnemental + Rapport de surveillance environnemental	Anglocom	1 286,88 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 10
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013 et 2013-2014.

En 2013-2014, le MDDELCC a donné 12 mandats à la Société immobilière du Québec pour un total de 849 684,26 \$.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués ;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Concours de la fête de la pêche

Objectif : faire la promotion de la pêche, notamment auprès des jeunes et des familles, qui représentent la relève dans ce domaine.

PRIX	VALEUR
Canot Transom 14 pieds de marque Sportspal	Valeur approximative de 1000 \$
Séjour de pêche dans une réserve faunique de la Sépaq	Valeur de 500 \$
Ensemble de lancer léger Okuma et vêtement de flottaison individuel (VFI) gonflable à déclenchement automatique	Valeur approximative de 300 \$
Chèque-cadeau d'une valeur de 250 \$ à dépenser dans l'une des pourvoiries participantes du Québec	Valeur de 250 \$
Lithographie encadrée d'un bar rayé	Valeur de 200 \$
Session de formation « Piégeage et gestion des animaux à fourrure »	Valeur de 180 \$
Boîte de 24 mouches	Valeur de 120 \$
10 ensembles d'équipement de pêche	Valeur approximative de 30 \$ / ensemble

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

2013-2014

Marché du carbone			
Coût de la campagne	Firme	Dates de diffusion	Objectifs
55 616 \$	Brad	<ul style="list-style-type: none">Semaine du 15 novembre 2013 et semaine du 27 novembre 2013	<ul style="list-style-type: none">Informar la population sur la liaison du marché du carbone québécois avec celui de la Californie;Démontrer que le Québec se positionne toujours en leader en matière de lutte contre les changements climatiques;Vulgariser le fonctionnement du marché du carbone tout en démontrant son utilité dans la lutte contre les changements climatiques.

Fête de la pêche			
Coût de la campagne	Firme	Dates de diffusion	Objectifs
77 812,90 \$	Réalisée à l'interne (à l'exception du plan média)	<ul style="list-style-type: none">12 mai au 9 juin 2014	<ul style="list-style-type: none">Augmenter le nombre de pêcheurs au Québec.Augmenter le nombre d'activités organisées dans le cadre de la Fête de la pêche ainsi que le nombre de participants à ces activités.Augmenter le nombre d'adeptes de la page Facebook de l'événement, le nombre de visite sur le site Web de l'événement ainsi que le nombre de mentions dans les médias.

Rage du raton laveur			
Coût de la campagne	Firme	Dates de diffusion	Objectif
42 472 \$	Réalisée à l'interne	<ul style="list-style-type: none"> Juillet et août 2013 	<ul style="list-style-type: none"> Informer et sensibiliser les citoyens des zones ciblées : à la présence possible de la rage du raton laveur sur leur territoire; à la menace que représente cette maladie pour la santé publique; des précautions à prendre pour s'en prémunir; des comportements sécuritaires à adopter et à promouvoir; des mesures à appliquer en cas de morsure ou de contact avec un animal potentiellement rabique; à l'importance de signaler les animaux suspects. Sensibiliser la population, les relayeurs d'information et les acteurs locaux à l'importance du plan gouvernemental de lutte contre la rage du raton laveur. <p>Mobiliser la population, les relayeurs d'information et les acteurs locaux afin qu'ils posent des actions qui s'inscrivent à l'intérieur du plan de communication sur la lutte contre la rage du raton laveur sur leur territoire.</p>

2012-2013

Lancement du PACC 2020 et de la Stratégie d'adaptation aux changements climatiques (Québec VERT 2020)			
Coût de la campagne	Firme	Dates de diffusion	Objectifs
393 659,22 \$	Cossette communication	<ul style="list-style-type: none"> Publicité dans les grands quotidiens dans la semaine suivant le 3 juin 2012 Publicité au sein de différents sites Web : du 27 juillet au 7 septembre 2012 	<ul style="list-style-type: none"> Informer la population des nouvelles mesures de lutte contre les changements climatiques du Québec, incluses dans le PACC 2013-2020 Faire reconnaître le leadership du Québec parmi les États qui choisissent de devenir des économies vertes Expliquer aux citoyens la problématique des changements climatiques, les impacts sur leur vie et les enjeux environnementaux, sociaux et économiques liés à ce phénomène Sensibiliser la population à l'importance d'agir, individuellement et collectivement, pour lutter contre les changements climatiques et les inciter à poser des gestes concrets

QUESTION PARTICULIÈRE N° 13
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour 2012-2013 et 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Nom fournisseur	Exercice 2013-2014
SM développement durable, environnement, faune et parcs	
Phénix de l'environnement	
Phénix de l'Environnement, Les	50 000,00
Total Phénix de l'environnement	50 000,00
Total SM développement durable, environnement, faune et parcs	50 000,00
SMA à l'eau, à l'expertise et aux évaluations environnementales	
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	
Comité de la zone d'intervention prioritaire Jacques Cartier	46 000,00
Comité ZIP [Zone d'intervention prioritaire] du Sud-de-l'Estuaire	25 531,50
Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine	68 500,00
Comité ZIP les Deux Rives	1 300,00
Éco-Nature	36 968,50
Fondation Québécoise pour la Protection Patrimoine Naturel	20 000,00
Groupe Ambioterra, Le	22 500,00
Institut National de la Recherche Scientifique (INRS)	12 000,00
Organisme de bassins versants Kamouraska, l'Islet et Riv.-du-Loup	6 000,00
Total Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	238 800,00
Programme de soutien aux organismes de bassins versants	
Agence de bassin versant des Sept	125 500,00
Association de la gestion intégrée de la Rivière Maskinongé	122 500,00
Bassin Versant Saint-Maurice [BVSM]	125 500,00
CAPSA	122 500,00
Comité concertation valorisation du Bassin de la rivière Richelieu	127 500,00
Comité de Bassin de la Rivière Chaudière II (Cobaric II)	124 500,00
Comité du Bassin Versant de la Rivière du Lièvre	123 500,00
Conseil de Bassin de la Rivière Etchemin [CBE]	123 500,00
Conseil de l'eau du Nord de la Gaspésie	123 500,00
Conseil de l'eau Gaspésie Sud	123 500,00
Conseil des bassins versants des Mille-Îles	127 500,00
Conseil du bassin versant de la région de Vaudreuil-Soulanges	127 500,00
Conseil gouver. l'eau bassins versants Riv. St-François [COGESAF]	124 500,00
Corporation de l'aménagement de la Rivière l'Assomption	125 500,00
Corporation du Bassin de la Jacques-Cartier	123 500,00
Groupe de concertation des bassins versants de la zone Bécancour	123 500,00
Org. bassins versants des rivières Rouge, Petite Nation et Saumon	123 500,00
Org. de conc. pour l'eau des bassins versants de la riv. Nicolet	123 500,00
Organisme de bassin versant Abitibi-Jamésie	125 500,00
Organisme de bassin versant de la Baie Missisquoi	123 500,00
Organisme de bassin versant de la Côte-du-Sud	123 500,00
Organisme de bassin versant de la rivière du Nord	125 500,00
Organisme de bassin versant de la Yamaska	126 500,00
Organisme de bassin versant du fleuve Saint-Jean inc.	123 500,00
Organisme de bassin versant du Saguenay	123 500,00
Organisme de bassin versant du Témiscamingue	125 500,00
Organisme de bassin versant Lac-Saint-Jean	127 500,00
Organisme de bassin versant Matapédia-Restigouche	123 500,00
Organisme de Bassins Versants Charlevoix-Montmorency	123 500,00
Organisme de bassins versants de la zone du Chêne [OBV du Chêne]	123 500,00

Nom fournisseur	Exercice 2013-2014
Organisme de bassins versants des rivières du Loup et Yamachiche	123 500,00
Organisme de bassins versants Duplessis	127 500,00
Organisme de bassins versants Kamouraska, l'Islet et Riv.-du-Loup	123 500,00
Organisme de bassins versants Manicouagan [OBVM]	127 500,00
Organisme des bassins versants de la Capitale	127 500,00
Organisme des bassins versants de la zone Bayonne	123 500,00
Organisme des bassins versants du Nord-Est du Bas-Saint-Laurent	123 500,00
Organismes des bassins versants de la Haute-Côte-Nord [OBVHCN]	125 500,00
Soc. de conservat. & d'aménag. du bassin Rivière Chateauguay inc.	125 500,00
Société d'aménagement et de mise en valeur du bassin de la Batiscan [SAMBBA]	123 500,00
Total Programme de soutien aux organismes de bassins versants	4 987 000,00
Soutien au regroupement des organismes de bassins versants du Québec	
Regroupement des organismes de bassins versants du Québec	200 000,00
Total Soutien au regroupement des organismes de bassins versants du Québec	200 000,00
Corporation des officiers municipaux en bâtiment	
Corporation Officiers municipaux en bâtiment & environnement du Qc	55 000,00
Total Corporation des officiers municipaux en bâtiment	55 000,00
Comité consultatif sur l'environnement de la Baie James (CCEBJ)	
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	218 250,00
Total Comité consultatif sur l'environnement de la Baie James (CCEBJ)	218 250,00
Comité consultatif sur l'environnement Kativik (CCEK)	
Comité consultatif de l'environnement Kativik	120 000,00
Total Comité consultatif sur l'environnement Kativik (CCEK)	120 000,00
Autres crédits de transfert - Évaluations environnementales	
Association québécoise pour l'évaluation d'impacts	1 000,00
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	100 000,00
Secrétariat Intern. Francophone pour l'Évaluation Environnementale	20 000,00
Total Autres crédits de transfert - Évaluations environnementales	121 000,00
Régularisation du bassin de la rivière des Outaouais	
Receveur général du Canada (Environnement Canada)	1 446,44
Total Régularisation du bassin de la rivière des Outaouais	1 446,44
Autres crédits de transfert - CEHQ	
Association canadienne des barrages	10 000,00
Total Autres crédits de transfert - CEHQ	10 000,00
Comité sur la qualité de l'env. Kativik (CQEK)	
Commission de la Qualité de l'Environnement Kativik (CQEK)	219 000,00
Total Comité sur la qualité de l'env. Kativik (CQEK)	219 000,00
Autres activités transfert - Eau	
Association des gestionnaires régionaux des cours d'eau du Québec	20 000,00
Council of Great Lakes Governors	15 881,43
Regroupement des organismes de bassins versants du Québec	20 000,00
Réseau Environnement inc.	16 000,00
Total Autres activités transfert - Eau	71 881,43
Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert	
Corporation de l'aménagement de la Rivière l'Assomption	18 800,00
CRE Laurentides	50 000,00
Regroupement des organismes de bassins versants du Québec	811 200,00
Regroupement national des conseils rég. de l'environnement du Québec	120 000,00
Total Soutien à la lutte contre les algues bleu-vert	1 000 000,00
Acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	
Institut National de la Recherche Scientifique (Centre eau, terre et envir.)	420 000,00
Université du Québec à Chicoutimi	336 000,00
Université du Québec à Montréal (UQAM)	399 666,40
Université du Québec à Rimouski (UQAR-ISMER)	280 290,50
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	335 997,20
Université Laval	25 000,00
Total Acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	1 796 954,10

Nom fournisseur	Exercice 2013-2014
Autres initiatives connaissance sur l'eau et les systèmes aquatiques	
Société de l'eau souterraine Abitibi-Témiscamingue	40 000,00
Université du Québec à Montréal (UQAM)	2 000,00
Total Autres initiatives connaissance sur l'eau et les systèmes aquatiques	42 000,00
Administration régionale Kativik (ARK)	
Administration régionale Kativik	150 000,00
Total Administration régionale Kativik (ARK)	150 000,00
Entente avec l'Administration régionale CRIE pour le financement des activités de secrétariat des comités nordiques	
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	82 750,00
Total Entente avec l'Administration régionale CRIE pour le financement des activités de secrétariat des comités nordiques	82 750,00
Entente Canada-Québec pour le financement du secrétariat du Comité consultatif de l'environnement Kativik	
Comité consultatif de l'environnement Kativik	120 000,00
Total Entente Canada-Québec pour le financement du secrétariat du Comité consultatif de l'environnement Kativik	120 000,00
Total SMA à l'eau, à l'expertise et aux évaluations environnementales	9 434 081,97
SMA analyse expertise régionales centre de contrôle env. du Québec	
Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Montréal	
Ville de Montréal	4 251 673,74
Total Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Montréal	4 251 673,74
Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Québec	
Ville de Québec	291 085,81
Total Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Québec	291 085,81
Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Autres	
Ville de Boucherville	112 083,96
Ville de Laval	103 479,24
Ville de Repentigny	109 876,87
Ville de Saint-Lambert	102 631,13
Ville de Shawinigan	409 064,67
Ville de Sherbrooke	102 066,00
Ville de Sorel-Tracy	127 668,33
Ville de Terrebonne	31 285,98
Ville de Thetford-Mines	124 225,43
Ville de Trois-Rivières	434 930,30
Ville de Victoriaville	30 609,40
Total Programme de réhabilitation des terrains contaminés - Autres	1 687 921,31
ClimatSol	
Ville de Laval	15 785,50
Ville de Mont-Laurier	28 097,65
Ville de Montréal	376 236,24
Ville de Québec	265 938,59
Ville de Rimouski	81 631,23
Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu	18 700,00
Ville de Shawinigan	101 180,75
Ville de Terrebonne	97 222,60
Ville de Trois-Rivières	121 113,94
Total ClimatSol	1 105 906,50
Total SMA analyse expertise régionales centre de contrôle env. du Québec	7 336 587,36
SMA changements climatiques, air et relations internationales	

Nom fournisseur	Exercice 2013-2014
Assainissement de l'air	
Communauté Métropolitaine de Montréal	1 759 400,00
Total Assainissement de l'air	1 759 400,00
Conseil canadien des ministres en environnement	
CCME (Conseil canadien des Ministres de l'Environnement)	236 964,00
Total Conseil canadien des ministres en environnement	236 964,00
Autres crédits de transfert - Air	
Association québécoise pour la maîtrise de l'énergie	5 000,00
Secrétariat de l'Est du Canada	17 400,00
Total Autres crédits de transfert - Air	22 400,00
Total SMA changements climatiques, air et relations internationales	2 018 764,00
SMA état de l'environnement, écologie et développement durable	
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	
Conservation de la Nature - Québec	352 107,60
Total Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	352 107,60
Programme d'immobilisation pour les parcs d'anticosti et Plaisance - SÉPAQ	
Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)	809 000,00
Total Programme d'immobilisation pour les parcs d'anticosti et Plaisance - SÉPAQ	809 000,00
Programme de mise en valeur des Chic-Chocs - SÉPAQ	
Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)	2 553 000,00
Total Programme de mise en valeur des Chic-Chocs - SÉPAQ	2 553 000,00
Municipalité d'Oka - Interception et traitement eaux usées	
Municipalité d'Oka	83 668,41
Total Municipalité d'Oka - Interception et traitement eaux usées	83 668,41
Autres crédits de transfert - Parcs	
Receveur général du Canada	9 000,00
Total Autres crédits de transfert - Parcs	9 000,00
Jardin zoologique et aquarium de Québec	
Société des Parcs de sciences naturelles du Québec (SPSNQ)	11 329 400,00
Total Jardin zoologique et aquarium de Québec	11 329 400,00
Programme d'investissement dans les infrastructures des parcs naturels du Québec - SEPAQ	
Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)	6 000 000,00
Total Programme d'investissement dans les infrastructures des parcs naturels du Québec - SEPAQ	6 000 000,00
Autres crédits de transfert - Développement durable	
Technopole maritime du Québec	8 500,00
Total Autres crédits de transfert - Développement durable	8 500,00
Investissement dans les parcs et réserves fauniques	
Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)	652 000,00
Total Investissement dans les parcs et réserves fauniques	652 000,00
Programme Partenaires pour la nature - Volet d'aide à la protection de milieux naturels à des fins d'aires protégées	
Ass. pour protection des milieux humides de la Cumberland	39 459,96
Canards illimités Canada	586 295,28
Conservation de la Nature - Québec	509 309,76
Nature-action Québec inc.	340 907,64
Société Canadienne pour la Conservation de la nature, La	280 609,44
Total Programme Partenaires pour la nature - Volet d'aide à la protection de milieux naturels à des fins d'aires protégées	1 756 582,08

Nom fournisseur	Exercice 2013-2014
Programme Partenaires pour la nature - Volet d'aide à la connaissance de réserves naturelles en milieu privé	
9168-6824 Québec inc.	10 000,00
Arbres et Nature - Québec	2 000,00
Ass. pour la protect. de l'env. du Lac St-Charles et Marais du Nord	5 000,00
Conservation de la Nature - Québec	18 000,00
Conservation des vallons de la Serpentine	5 000,00
Paillé, Jean	5 000,00
Simard, Gilles (006)	2 000,00
Société Canadienne pour la Conservation de la nature, La	6 221,01
Total Programme Partenaires pour la nature - Volet d'aide à la connaissance de réserves n	53 221,01
Programme Partenaires pour la nature - Volet d'aide à la conservation volontaire	
Association pour conservation du Boisé Papineau A.C.B.P.	10 419,14
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] Côte-Nord du Golfe	18 000,00
Corporation de l'aménagement de la Rivière l'Assomption	4 504,20
Corridor appalachien	5 678,02
Fondation du Mont St-Bruno, La	10 000,00
Fondation Québécoise pour la Protection Patrimoine Naturel	10 000,00
Groupe Ambioterra, Le	36 000,00
Memphrémagog conservation inc.	11 380,20
Nature-action Québec inc.	39 618,00
Organisme de bassin versant de la Baie Missisquoi	11 616,00
Société Canadienne pour la Conservation de la nature, La	37 553,89
Total Programme Partenaires pour la nature - Volet d'aide à la conservation volontaire	194 769,45
Investissements dans les parcs nationaux dans le Québec méridional	
Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)	2 063 000,00
Total Investissements dans les parcs nationaux dans le Québec méridional	2 063 000,00
Total SMA état de l'environnement, écologie et développement durable	25 864 248,55
SMA secteur faune	
Faune - Autres crédits de transfert (ÉI 03)	
Institut de la fourrure du Canada, L'	10 000,00
Observatoire d'oiseaux de Tadoussac	4 000,00
Protection des oiseaux du Québec	3 000,00
Regroupement Québécois	3 000,00
Total Faune - Autres crédits de transfert (ÉI 03)	20 000,00
Faune - Autres crédits de transfert (crédit au net)	
Fédération des Trappeurs Gestionnaires du Québec	47 800,00
Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs	58 000,00
Fondation de la Faune du Québec	45 000,00
Total Faune - Autres crédits de transfert (crédit au net)	150 800,00
Subventions aux fédérations de la faune (crédit au net)	
Fédération des pourvoiries du Québec inc.	70 000,00
Fédération des Trappeurs Gestionnaires du Québec	70 000,00
Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs	70 000,00
Fédération québécoise pour le saumon Atlantique [F.Q.S.A.] inc.	70 000,00
Zecs Québec	70 000,00
Total Subventions aux fédérations de la faune (crédit au net)	350 000,00

Nom fournisseur	Exercice 2013-2014
Acquisition de connaissances et mise en valeur de la ressource faunique (crédit au net)	
Agir pour la Diable	10 000,00
Ass. de la Rivière Ste Marguerite inc.	1 791,00
Ass. des Pourvoiries de la Mauricie	10 000,00
Ass. provinc. trappeurs indépendants Conseil de la Gaspésie inc.	1 678,00
Association de chasse et pêche de Plessisville inc.	7 455,00
Association de la gestion intégrée de la Rivière Maskinongé	9 400,00
Association des pêcheurs sportifs de la Bonaventure inc., L'	2 250,00
Association des sauvaginaires du Saguenay Lac St-Jean	13 487,00
Association des trappeurs de région Mauricie/Bois-Francis	4 711,00
Association des trappeurs du Saguenay Lac St-Jean	1 930,00
Association des trappeurs professionnels du Québec inc.	2 231,00
Carnaval de Québec inc.	28 000,00
Comité Zone d'Intervention Prioritaire [ZIP] des Seigneuries	9 510,00
Conseil du Canada de la Fourrure	18 961,00
Corporation de Développement Économique de la MRC de Montmagny	9 116,00
Corporation de l'aménagement de la Rivière l'Assomption	9 509,00
Éco-Nature	10 000,00
Fédération des gestionnaires de rivières saumon du Québec inc., La	27 257,00
Fédération des pourvoiries du Québec inc.	162 166,00
Fédération des Trappeurs Gestionnaires du Québec	80 760,00
Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs	287 705,00
Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs de Lanaudière	10 000,00
Fédération québécoise pour le saumon Atlantique [F.Q.S.A.] inc.	69 391,00
Fondation pour la sauvegarde de la Truite mouchetée	25 333,00
Groupe Immofor inc.	10 000,00
Groupement agro-forestier de Lotbinière-Mégantic inc.	10 000,00
Municipalité régionale de comté de l'Érable	4 012,00
Organisme des bassins versants du Nord-Est du Bas-Saint-Laurent	5 443,00
Patro de Fort-Coulonge / Mansfield	7 123,00
Regroupement des trappeurs Côte-Nord	9 000,00
Réserve faunique des Chics-Chocs	10 000,00
Sacerf de la Lièvre inc.	5 604,00
Sacerf des Passes inc.	6 825,00
Société beauceronne de gestion faunique inc., La	9 972,00
Société de gestion des ressources du Bas-St-Laurent (Zec Bas Saint-Laurent)	9 136,00
Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)	53 250,00
Windigo SEC	10 000,00
Zecs Québec	60 000,00
Total Acquisition de connaissances et mise en valeur de la ressource faunique (crédit au net)	1 023 006,00
Habitats fauniques en milieu forestier - Gestion déléguée à la Fondation de la faune du Québec (crédit au net)	
Fondation de la Faune du Québec	500 000,00
Total Habitats fauniques en milieu forestier - Gestion déléguée à la Fondation de la faune du Québec (crédit au net)	500 000,00
Entente pêche au saumon (Gesgapegiag)	
Conseil des Micmacs de Gesgapegiag	965 681,00
Total Entente pêche au saumon (Gesgapegiag)	965 681,00
Cogestion réserve faunique (Mistissini-Sépaq)	
Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ)	660 000,00
Total Cogestion réserve faunique (Mistissini-Sépaq)	660 000,00
Total SMA secteur faune	3 669 487,00
SMA services à la gestion et au milieu terrestre	
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	
Centre de référence en agriculture et agroalim. du Québec [CRAAQ]	800,00
Total Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	800,00

Nom fournisseur	Exercice 2013-2014
Soutien au financement des CRE et du RNCREQ	
Conseil rég. de l'environ. dév. durable du Saguenay-Lac-St-Jean	105 000,00
Conseil rég. de l'environnement de l'Abitibi-Temiscamingue [C.R.E.A.T.]	105 000,00
Conseil régional de l'env. et développement durable de l'Outaouais	105 000,00
Conseil régional de l'environnement - région de la Capitale Nationale	105 000,00
Conseil Régional de l'Environnement de la Côte-Nord	105 000,00
Conseil régional de l'environnement de la Gaspésie et des Îles	105 000,00
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	105 000,00
Conseil régional de l'environnement de Lanaudière	105 000,00
Conseil régional de l'environnement de Laval	105 000,00
Conseil régional de l'environnement de l'Estrie inc.	105 000,00
Conseil régional de l'environnement de Montréal	105 000,00
Conseil régional de l'environnement des Laurentides [CRELA]	105 000,00
Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent	105 000,00
Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec	105 000,00
Conseil régional de l'environnement Mauricie (Cre 04)	105 000,00
Conseil régional environnement Chaudière-Appalaches [CRECA]	105 000,00
Regroupement national des conseils rég. de l'environnement du Québec	205 000,00
Total Soutien au financement des CRE et du RNCREQ	1 885 000,00
Chapeau les filles	
Catineau Viviane	2 000,00
Cloutier Chantale	2 000,00
Paré Sophie	2 000,00
Total Chapeau les filles	6 000,00
Autres crédits de transfert - URSM	
Ass. québ. pour la promo. édu. relative à l'environ.[A.Q.P.E.R.E.]	70 000,00
Cyclo Nord-Sud	40 000,00
Enjeu et environnement jeunesse inc.	70 000,00
Équiterre	70 000,00
Fondation québécoise en Environnement	70 000,00
Vivre en Ville: le regroup. pour le dévelop. urbain, rural et villageois viable	70 000,00
Total Autres crédits de transfert - URSM	390 000,00
Subventions - Divers	
Centre d'Aide Paix-Dieu	2 000,00
Total Subventions - Divers	2 000,00
Total SMA services à la gestion et au milieu terrestre	2 283 800,00
Total	50 656 968,88

QUESTION PARTICULIÈRE N° 14
2^E GROUPE D'OPPOSITION

État de situation du Fonds vert au 31 décembre 2014. Ventilation selon :

- a. les sommes recueillies provenant des redevances sur l'enfouissement;**
 - b. les sommes recueillies provenant des redevances sur les hydrocarbures;**
 - c. les sommes dépensées, selon le champ d'activité, relativement à des projets environnementaux : fournir la liste complète des projets retenus et des bénéficiaires, les critères de sélection ainsi que le montant versé pour chacun;**
 - d. les sommes investies pour soutenir les centres de tri des matières recyclables;**
 - e. la comptabilité complète des revenus et dépenses, incluant les frais d'administration et les intérêts générés par le fonds.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 49 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste des lieux d'enfouissement sanitaire et durée de vie estimée des dépôts en tranchée, des dépôts de matériaux secs, des dépotoirs et des sites d'enfouissement de matières dangereuses et de sols contaminés pour chacune des directions régionales du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, avec le nombre de visites, la date de la dernière visite et les infractions constatées pour 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 70 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 16
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer :

- a. l'objet des consultations;**
 - b. le moyen utilisé;**
 - c. les dates de rencontres;**
 - d. les communautés et les personnes consultées;**
 - e. les résultats des consultations;**
 - f. les montants afférents.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 3 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 17
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste du nombre d'inspecteurs à temps plein au MDDELCC en date du 31 décembre 2014.
Indiquer :

- a. le nombre d'inspections effectuées;**
 - b. le nombre d'infractions émises;**
 - c. le nombre de poursuites intentées;**
 - d. le total des amendes imposées;**
 - e. les prévisions du nombre d'inspecteurs pour 2014-2015.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 6 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 18
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des formations internationales en environnement effectuées par les employés du MDDELCC en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

- a. la liste des missions;**
- b. les mandats pour chacune des missions;**
- c. la liste des stages;**
- d. les revenus et/ou frais encourus pour chacune des formations.**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 7 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 19
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Comité interministériel du développement durable : liste des membres, nombre de rencontres, ordres du jour et procès-verbaux pour 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la réponse de la question 14 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 20
2^e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation et échéanciers des travaux prévus pour les réseaux d'aqueducs, cibles pour 2012-2013 et 2013-2014 par le ministère et prévisions pour 2014-2015.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 16 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 21
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des demandes d'autorisation d'aqueduc et d'égouts à l'étude pour chaque région administrative et indiquer :

- a. le nom de l'entreprise;**
 - b. la date de réception au ministère;**
 - c. la nature de la demande;**
 - d. le nombre d'unités animales;**
 - e. la municipalité concernée.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 17 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 22
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des demandes à l'étude pour la construction de centrales hydroélectriques par région administrative. Copie de l'avis de projet, étape de l'étude du projet (audiences, etc.), études produites par le demandeur et par le ministère

Veuillez vous référer à la réponse de la question 39 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 23
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des rivières considérées « patrimoniales » ou réserves aquatiques ainsi qu'une copie des analyses effectuées pour dresser cette liste au 31 décembre 2014.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 41 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 24
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Indiquer si elles ont fait l'objet d'une demande de développement dans le cadre du Programme d'achat d'électricité de 150 MW d'énergie provenant de centrales hydroélectriques de 50 MW et moins d'Hydro-Québec.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 41 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 25
2^e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation au 31 mars 2014 et prévisions budgétaires pour l'année 2014-2015 pour la mise en œuvre de la politique nationale de l'eau. Échéancier de mise en œuvre de l'ensemble de la politique.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 20 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 26
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Table interministérielle sur la politique de l'eau : mandats, liste des membres, nombre de rencontres et copie des ordres du jour, procès-verbaux et tout autre document produit par la table en 2012-2013 et 2013-2014 et le nombre de rencontres prévues pour 2014-2015.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 22 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 27
2^e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation sur la mise en place de la gestion par bassin versant. Indiquer :

- a. le nom des organismes de bassins versants créés depuis 2007;**
 - b. les montants qui leur ont été accordés;**
 - c. la liste des bassins versants actuellement couverts par les comités;**
 - d. le plan de mise en œuvre pour doter les bassins versants de comités;**
 - e. la liste des nouveaux bassins versants projetés.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 23 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 28
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Copie des études, notes, avis, correspondances ou autres qui ont été faits, commandés, transmis sur les redevances sur l'eau. Échéancier projeté pour l'application des redevances sur l'eau.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 25 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Copie des études, notes, avis, correspondance ou autres qui ont été faits, commandés, transmis sur la privatisation, la distribution et/ou l'exportation de l'eau.

- En vertu de la Loi sur l'eau adoptée en 2009, l'eau (de surface et souterraine) est un bien collectif qui ne peut donc être privatisée. De plus, la réglementation adoptée dans le cadre de la Loi sur l'eau précise également que seule l'exportation de contenants de 20 litres d'eau ou moins est permise et que les contenants de 20 litres et plus, ainsi que l'eau en vrac, sont interdits.
- Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs M. Pierre Arcand a déposé le 29 février 2012, à l'Assemblée nationale du Québec, le rapport du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs sur l'application de l'article 19, sous-section 3 de la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection (Loi sur l'eau). Rappelons que le 1^{er} septembre 2011, la Loi visant la préservation des ressources en eau (LPRE) avait été abrogée en vertu du décret 684-2011 pour faire place à la sous-section 3 de la Loi sur l'eau. Ce rapport qui doit être produit à tous les cinq ans, porte sur l'application des dispositions de la sous-section 3, portant sur l'interdiction des transferts d'eau hors-Québec, et sur l'opportunité de les maintenir en vigueur ou de les modifier. Aucun cas de transfert d'eau hors Québec n'a été soumis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) depuis le dernier rapport remontant à 2006.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 30
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des lacs et cours d'eau affectés par les algues bleu-vert depuis 2009.

Veillez vous référer à la réponse de la question 27 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 31
2^e GROUPE D'OPPOSITION

État d'avancement du plan d'action sur les algues bleu-vert 2007-2017, actions entreprises et sommes engagées en 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la réponse de la question 29 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 32
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Plan Saint-Laurent 2011-2016 : bilan des actions entreprises et des sommes engagées pour 2012-2013 et 2013-2014 et l'état d'avancement des négociations avec les partenaires pour renouveler l'accord : copie de toute correspondance à cet effet, des ordres du jour et procès-verbaux des rencontres.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 30 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 33
2^e GROUPE D'OPPOSITION

État d'avancement de la stratégie québécoise sur l'eau potable au 31 mars 2014 et actions prévues pour 2014-2015.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 31 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N°34
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Copies des études, notes, avis, correspondances ou autre qui ont été faits, commandés, transmis ou autre sur la fluoration de l'eau en 2012-2013 et 2013-2014.

Veillez vous référer à la réponse de la question 33 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

**QUESTION PARTICULIÈRE N°35
2^E GROUPE D'OPPOSITION**

Copie des études, notes, avis, correspondances, ou autres qui ont été faits dans le cadre des négociations avec le gouvernement fédéral visant la stratégie pancanadienne de gestion des effluents d'eaux usées municipales en 2012-2013 et 2013-2014.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 34 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

État d'avancement du plan d'action québécois sur les changements climatiques au 31 mars 2014. Dépenses pour 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions budgétaires pour 2014-2015.

Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques (PACC 2006-2012)

En juin 2006, le gouvernement du Québec dévoilait son Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques intitulé « *Le Québec et les changements climatiques, Un défi pour l'avenir* ».

La redevance sur les hydrocarbures mise en place en novembre 2007, à laquelle s'est ajoutée une somme de 350 M\$ provenant du gouvernement fédéral, a permis de soutenir la mise en œuvre des 26 mesures de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques de ce plan. Aucun nouvel engagement n'est autorisé dans le cadre du PACC 2006-2012 depuis le 31 décembre 2012.

Pour l'année 2013-2014, les dépenses comptabilisées au PACC 2006-2012 ont été de 67,6 M\$ incluant les dépenses d'amortissement. Les prévisions de dépenses pour l'année 2014-2015 se chiffrent quant à elles à 46,5 M\$.

Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020)

En juin 2012, le gouvernement du Québec dévoilait le PACC 2013-2020 sur les changements climatiques. Le budget attribué à ce plan, estimé à 3,3 milliards de dollars, proviendra principalement des revenus du marché du carbone.

À ce jour, peu de dépenses ont été comptabilisées au Fonds vert puisque les programmes sont en cours de développement. De manière générale, environ 18 à 24 mois sont requis pour la conception des programmes et actions (préparation et approbation des documents afférents - CT, décret, cadres normatifs, conventions d'aide financière, contrats) avant que les premières dépenses ne se matérialisent.

Le bilan annuel des plans d'action pour les changements climatiques pour l'année 2012-2013 sera diffusé au cours de l'été 2014.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 37
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Programme « action climat » : liste des investissements, montants et bénéficiaires en 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 60 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 38
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage (Phase II) : liste des investissements, montants et bénéficiaires en 2012-2013 et 2013-2014.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 67 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Liste des investissements, montants et bénéficiaires en 2012-2013 et en 2013-2014 des programmes suivants :

- a) **accréditation d'échantillonnage environnemental**
- b) **accréditation des établissements d'analyse des émissions des véhicules lourds**
- c) **aide aux municipalités dévitalisées**
- d) **programme d'accréditation des laboratoires d'analyse**
- e) **acquisition de connaissance sur les eaux souterraines du Québec**
- f) **aide à la réhabilitation de terrains contaminés (programme climatsol)**
- g) **climat municipalités**
- h) **concours « chapeau, les filles! » et son volet scientifique « excelle science »**
- i) **conseils régionaux de l'environnement et regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec**
- j) **environnement-plage**
- k) **inspection et entretien des véhicules automobiles lourds**
- l) **partenaires pour la nature**
- m) **programme d'aide à la recherche et au développement en environnement (PARDE)**
- n) **programme d'initiatives locales en environnement (pile) nouveau**
- o) **programme interactions communautaires (plan Saint-Laurent)**
- p) **recherche sur la connaissance des eaux souterraines et leur développement durable**
- q) **redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination**
- r) **réduction des rejets industriels**
- s) **soutien à la mission des organismes nationaux**

Veuillez vous référer à la réponse de la question 13 des renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition.

Combien d'entreprises sont assujetties Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES du Québec (SPEDE) en 2013-2014.

Le SPEDE fonctionne sur des années calendrier (1^{er} janvier au 31 décembre).

La liste des établissements visés par le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre est disponible et mise à jour annuellement sur le site Internet du ministère à l'adresse suivante : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changements/carbone/index.asp>.

Au cours de l'année 2013, il y avait 79 établissements industriels assujettis au SPEDE appartenant à 56 entreprises.

Le budget et les effectifs relatifs à la gestion du Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES du Québec (SPEDE) pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Budget

Pour l'année 2013-2014, des dépenses totales de 1,46 M\$ ont été effectuées pour l'élaboration et la mise en œuvre du marché du carbone. De ce montant, 0,72 M\$ ont été dépensés en immobilisation et en fonctionnement (développement et démarrage du système informatique, frais de parution à la Gazette officielle et autres) et 0,74 M\$ en rémunération.

Effectifs

La Direction du marché du carbone du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) est responsable du développement, de la mise en œuvre et de la gestion des opérations du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (SPEDE). Au cours de l'année 2013-2014, cette direction était composée de 12 employés.

Combien d'entreprises se sont vu accorder gratuitement des unités d'émission dans le cadre du Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES du Québec (SPEDE) en 2013-2014.

Le SPEDE fonctionne sur des années calendrier (1^{er} janvier au 31 décembre).

La liste des 44 entreprises ayant reçu gratuitement des unités d'émissions de GES en 2013 a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 30 novembre 2013 (145^e année, n° 48).

La liste des 52 entreprises ayant reçu gratuitement des unités d'émissions de GES en 2014 a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec* du 15 février 2014 (146^e année, n° 7).

Ces listes sont également disponibles publiquement sur le site Internet du ministère à l'adresse suivante : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changements/carbone/index.asp>.

Combien d'entreprises ayant émis des GES en deçà de la quantité d'allocations reçues ont pu vendre leurs unités excédentaires à d'autres entreprises sur le marché du carbone en 2013-2014.

Le SPEDE fonctionne sur des années calendrier (1^{er} janvier au 31 décembre).

La première période de conformité est de deux années (2013 et 2014). Ce n'est qu'à la fin de cette période de deux ans que les entreprises devront remettre au gouvernement du Québec un droit d'émission pour chaque tonne de GES émise dans l'atmosphère.

Au cours de ces deux années 2013 et 2014, les entreprises peuvent vendre et acheter, à leur convenance, des droits d'émission sur le marché, indépendamment si ces droits ont été reçus gratuitement, achetés aux enchères ou sur le marché.

Il importe de préciser que, prise individuellement, l'information relative aux unités vendues ou achetées par une entreprise est confidentielle. C'est notamment le cas de l'information entourant la vente de droits d'émission reçus gratuitement.

Copie des études, analyse d'impact, évaluations financières, calculs, notes, avis, correspondances ou autres qui ont été faits en vue de la mise en place d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre.

1) Documents du gouvernement du Québec

Tous les documents suivant sont disponibles sur le site Internet des publications du Québec à l'adresse suivante :

<http://www3.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/gazetteofficielle.fr.html>

- a) L'adhésion du Québec à la Western Climate Initiative a été entérinée par le décret numéro 378-2008 publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 19 du 7 mai 2008, page 2050;
- b) La loi 42 de 2009, Loi modifiant la loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives en matières de changements climatiques a été publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 34 du 26 août 2009, page 4387;
- c) Le décret 1187-2009 concernant l'adoption de la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Québec à l'horizon 2020 a été publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 49 du 9 décembre 2009, page 5871;
- d) Le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre a été édicté par le décret numéro 1297-2011 et publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 50B du 16 décembre 2011, page 5519B;
- e) Le Règlement modifiant le règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre a été édicté par le décret numéro 1184-2012 et publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 51 du 19 décembre 2012, page 5480;
- f) Le décret numéro 1185-2012 concernant la détermination des plafonds annuels d'unités d'émission de gaz à effet de serre relatifs au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre pour la période 2013-2020 a été publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 51 du 19 décembre 2012, page 5613;
- g) La contribution financière du Québec à la société WCI inc. pour les années budgétaires 2012 et 2013 a été déterminée à 1 648 749 \$US. Un premier versement de 100 k\$ a été effectué en décembre 2011. Le versement de la contribution résiduelle de 1 548 749 \$US a été autorisé par le décret numéro 606-2012 et publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 27 du 4 juillet 2012, page 3581. Une convention d'aide financière a été soumise à la société WCI Inc. et approuvée par son Conseil d'administration en décembre 2012;
- h) Le Règlement concernant la délégation de la gestion de certaines parties du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre a été édicté par le décret numéro 1187-2012 et publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 51 du 19 décembre 2012, page 5613.
- i) Le Règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre a été édicté par le décret numéro 1137-2013 et publié dans la Gazette officielle du Québec, partie 2, numéro 46 du 13 novembre 2013, page 4947.

2) Documents de la Western Climate Initiative (WCI)

Tous les documents suivants apparaissent sur le site Internet de la WCI à l'adresse suivante :

<http://www.westernclimateinitiative.org/documents>

- a) Documents généraux (General Documents) :
- Modèle recommandé pour le programme régional de plafonds-échanges de la Western Climate Initiative (23 septembre 2008)
 - Design Recommendations: Section 1 (23 Septembre 2008)
 - Design Recommendations: Section 2 (23 Septembre 2008)
 - Design Recommendations for the WCI Regional Cap-and-Trade (13 mars 2009)
 - Design for the WCI Regional Program (27 juillet 2010)
 - Cadre de mise en oeuvre du programme régional de la Western Climate Initiative (WCI) (22 février 2011)
- b) Comptes rendu des rencontres (Partner Meeting Archive)
- c) Établissement des plafonds d'émission et distribution des unités d'émissions (Cap Setting & Allowance Distribution Committee Archive) :
- WCI Offset Limit Recommendations (18 mars 2010)
 - Guidance for Distributing Early Reduction Allowances (7 juillet 2010)
 - Guidance for Developing WCI Partner Allowance Budgets (8 juillet 2010)
- d) Politiques complémentaires (Complementary Policies Committee Archive) :
- Final Complementary Policies White Paper (20 mai 2010)
- e) Modélisations économiques (Economic Modeling Team Archive) :
- Economic Modeling Results of the *Design Recommendations for the WCI Regional Cap-and-Trade Program, Appendix B* (23 septembre 2008)
 - Updated Economic Analysis of the WCI Regional Cap-and-Trade Program (7 juillet 2010)
 - Discussion Draft Economic Analysis Supporting CA and QC Linking (7 mai 2012)
- f) Électricité (Electricity Team Archive) :
- Electricity Leakage Analysis Summary Report (31 mars 2009)
 - Electricity Analysis in the Eastern WCI Partners (6 juillet 2010)
 - Voluntary Renewable Energy Market: Issues and Recommendations (27 juillet 2010)
- g) Marché (Markets Committee Archive) :
- Market Oversight Draft Recommendations (5 avril 2010)
 - Auction Design White Paper (14 avril 2010)
 - Report on Holdings Limits (14 mai 2010)
 - Markets Oversight July Status Update (22 juillet 2010)
 - Draft Business Requirements for a Compliance Instrument Tracking System (27 juin 2011)
- h) Crédits compensatoires (Offsets Committee Archive) :
- WCI Review of Existing Offset Protocols (13 avril 2010)
 - Offsets System Essential Elements Final Recommendations (26 juillet 2010)
 - Offset System Process Final Recommendations (21 février 2012)
- i) Déclaration des émissions de GES (Reporting Committee Archive) :
- Final Essential Requirements for Mandatory Reporting (16 juillet 2009)
 - Harmonization of Essential Requirements for Mandatory Reporting in U.S. Jurisdictions with EPA Mandatory Reporting Rule (15 novembre 2010)
 - Final Harmonization of Essential Reporting Requirements in Canadian Jurisdictions (Quantification Methods) (17 décembre 2010)

- Final Essential Requirements of Mandatory Reporting (Second Update) (10 février 2012)

3) Documents de WCI Inc.

Tous les documents suivants apparaissent sur le site Internet de la WCI, Inc. à l'adresse suivante : <http://www.wci-inc.org/documents.php>

- a) Documents d'incorporation (Incorporation Documents) :
 - Certificate of Incorporation (28 Octobre 2011)
 - By-Laws (3 novembre 2011)
- b) Politiques administratives de l'organisme (Policies of the corporation):
 - Accounting Policies and Procedures
 - Audit Committee Charter
 - Conflict of Interest Policy
 - Employee Handbook
 - Funds Management Policy
 - Open Meeting Policy
 - Procurement Policy
 - Retention of Business Records Policy
 - Whistleblower Protection Policy
- c) Contrats et appels d'offres (Contracts and RFPS) :
 - Contrats
 - WCI Inc. Standard Contract Form
 - Contract 2013-5 with Deutsche Bank National Trust Company for Cap-and-Trade Financial Services for Auctions and Reserve Sales (September 19, 2013)
 - Contract Amendment: 2013-05-001
 - Contract 2012-4 with Markit Group Limited for Implementation of Multi-Jurisdiction Allowance Auctions (Jan 14, 2013)
 - Contract Amendment: 2012-04-001
 - Contract Amendment: 2012-04-002
 - 2012-3 with Monitoring Analytics LLC for Cap and Trade Market Monitoring Service (Dec 20, 2012)
 - Contract Amendment: 2012-03-001
 - Contract Amendment: 2012-03-002
 - Contract 2012-2 with ICF Incorporated, LLC for Help Desk Services for CITSS (October 1, 2012)
 - Contract 2012-1 with SRA International ,Inc. for Interim Hosting and Jurisdiction Functionality for CITSS (May 8, 2012)
 - Contract Amendment: 2012-01-001
 - Contract Amendment: 2012-01-002
 - Appels d'offres
 - RFP 2012-02: Request for Proposals for Help Desk Services for the CITSS (Closed August 28, 2012)
 - Addendum No. 1 to RFP No. 2012-02
 - Response to Bidder Questions

- RFP 2012-01: Request for Proposals for Hosting, Help Desk, Operational Support and Maintenance Services for the CITSS (Closed February 14, 2012)

d) Comptes rendus du Conseil d'administration (Board Meeting Minutes)

e) Comptes rendus des rencontres du comité exécutif (Executive Committee Meeting Minutes)

f) Ententes (Jurisdiction Agreements):

- Air Resources Board (2012-2013)
- Air Resources Board (2014-2015)
- MDDEFP (2012-2013)

g) Documents budgétaires (Budget Documents) :

- Budgets for Calendar Years 2012 and 2013
- Revised Budget for Calendar Year 2013
- Budgets for Calendar Years 2014 and 2015

h) Impôts (Tax Filings):

- 2011 IRS Form 990
- 2012 IRS Form 990
- 2013 IRS Form 990

i) Audits:

- 2013 Audit Report
 - i. •Audit Report (SAS 114) and Representation Letter
 - ii. •Audited Financial Statements
- 2012 Audit Report
 - i. •Audit Report (SAS 114) and Representation Letter

•Audited Financial Statement

Implication (financière ou autre) du feu vert pour le marché du carbone pour les ministères et organismes.

La décision gouvernementale prise en décembre 2012 d'aller de l'avant et de poursuivre la mise en oeuvre du système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre n'entraîne aucun coût additionnel à ceux anticipés lors de l'adoption initiale du Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre en décembre 2011.

LE MDDELCC est responsable de la mise en oeuvre du marché du carbone pour le gouvernement du Québec. D'autres partenaires, notamment le MERN, le MRIF et le MFE, apportent leur collaboration en fonction de leurs responsabilités et expertises.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 46
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Toutes ententes avec la Ville de Montréal et la Communauté métropolitaine de Montréal concernant l'inspection et la surveillance de la qualité de l'atmosphère. Indiquer :

- a. les sommes allouées annuellement depuis 2005;**
 - b. l'état de situation au 31 mars 2013 et au 31 mars 2014.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 65 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 47
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste d'achat de tous les véhicules hybrides pour chaque ministère, par années, depuis 2003 et prévisions par année jusqu'en 2015. Indiquer :

- a. le ministère acquéreur;**
 - b. le nombre de véhicules achetés par ministère;**
 - c. le coût par véhicule;**
 - d. la marque des véhicules;**
 - e. le nombre de véhicules ministériels hybrides.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 66 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 48
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des sommes allouées à la création de nouveaux parcs nationaux depuis 2003 et prévisions jusqu'en 2015. Ventiler par année et par parc.

La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

État de situation de la stratégie québécoise sur les aires protégées au 31 mars 2014, les budgets alloués par année depuis 2003 et prévisions jusqu'en 2015.

- En avril 2011, le gouvernement adoptait une cible de 12 % du Québec en aires protégées d'ici 2015.
- En mars 2014, la superficie en aires protégées au Québec est évaluée à 151 970,93 km², ce qui représente 9,11 % de la superficie totale du Québec.
- Le tableau suivant présente les superficies d'aires protégées au Québec, selon les types de désignation.

Ventilation des aires protégées selon leur désignation légale ou administrative

**Synthèse des informations du Registre des aires protégées au Québec¹
(mise à jour le 31 mars 2014)**

Aires protégées (au sens de l'UICN ou de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel)		
Désignation	Total sans superposition de territoire Superficie km ²	Pourcentage ² %
Écosystème forestier exceptionnel - Forêt ancienne ³	265,23	0,02
Écosystème forestier exceptionnel - Forêt rare ³	38,57	0,00
Écosystème forestier exceptionnel - Forêt refuge ³	13,47	0,00
Habitat d'une espèce floristique menacée ou vulnérable	36,19	0,00
Habitat faunique - Aire de concentration d'oiseaux aquatiques ³	3 200,61	0,19
Habitat faunique - Aire de confinement du cerf de Virginie ³	1 103,15	0,07
Habitat faunique - Colonie d'oiseaux en falaise ³	0,90	0,00
Habitat faunique - Colonie d'oiseaux sur une île ou une presqu'île ³	0,31	0,00
Habitat faunique - Habitat du rat musqué ³	30,15	0,00
Habitat faunique - Habitat d'une espèce faunique menacée ou vulnérable ³	2,30	0,00
Habitat faunique - Héronnière (bande de protection 0-200 m) ³	24,96	0,00
Habitat faunique – Vasière ³	0,01	0,00
Milieu naturel de conservation volontaire ³	106,06	0,01
Parc de la Commission de la capitale nationale (Canada) ³	361,31	0,02
Parc marin ³	1 244,72	0,07
Parc national du Québec ³	37 411,75	2,24
Parc national et réserve de parc national du Canada ³	897,33	0,05
Refuge biologique ³	3 764,95	0,23
Refuge d'oiseaux migrants ³	500,78	0,03
Refuge faunique ³	18,78	0,00
Réserve aquatique	1,56	0,00
Réserve aquatique projetée	7 354,53	0,44
Réserve de biodiversité	2 286,16	0,14
Réserve de biodiversité projetée	58 451,36	3,51
Réserve de parc national du Québec ³	14 570,11	0,87
Réserve de territoire pour fin d'aire protégée	18 487,16	1,11
Réserve écologique	963,69	0,06
Réserve écologique projetée	616,34	0,04
Réserve nationale de faune ³	62,22	0,00
Réserve naturelle reconnue	156,33	0,01
Total	151 970,93	9,11

1. Les aires protégées sont comptabilisées à partir de la date d'entrée en vigueur de la décision légale

2. Selon la superficie du Québec établie à 1 667 441 km²

3. Statuts relevant de juridictions autres que le MDDELCC (ex. MFFP, Parcs Canada)

Le budget alloué aux aires protégées pour 2013-2014 est de 41,7 M\$. Ce montant comprend les salaires du personnel du Service des aires protégées (MDDELCC) et du Service des parcs (maintenant au MFFP) ainsi que le transfert des honoraires pour la gestion des parcs par la SÉPAQ (actuellement relevant du ministre du MFFP).

QUESTION PARTICULIÈRE N° 50
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Ventilation des sommes consenties par le MDDELCC pour gérer l'ancien Jardin zoologique de Québec entre 2006 et aujourd'hui.

La réponse à cette question sera fournie par la SÉPAQ.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 51
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Études, analyses et toutes autres documentations pertinentes sur l'intégration de l'île Charron au parc des Îles-de-Boucherville.

La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 52
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Nombre de certificats d'autorisation délivrés par le MDDELCC concernant l'exploration et/ou l'exploitation de pétrole, de gaz de schiste et/ou de gaz naturel au Québec. Liste des entreprises et/ou personnes à qui ils ont été délivrés. Ventilation par entreprise et/ou personne et par région pour les années 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 75 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 53
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Nombre de forages et de gaz de schiste autorisés par le MDDELCC depuis 2006.

Veillez vous référer à la réponse de la question 77 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 54
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'autorisations octroyées par le MDDELCC pour le traitement des eaux à la suite de forages et à la fracturation des gaz de schiste depuis 2006.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 79 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 55
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'autorisations octroyées par le MDDELCC pour des prises d'eau par l'industrie du gaz de schiste depuis 2006. Indiquer :

- a. le nom de la compagnie;**
 - b. le volume d'eau utilisée.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 80 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 56
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'inspecteurs du MDDELCC qui sont liés strictement à l'inspection des travaux de l'industrie du gaz de schiste. Ventilation par année depuis 2006.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 81 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 57
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Le nombre d'inspections pour chacun des puits de gaz de schiste depuis 2006. Ventiler par puits.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 82 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 58
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'avis de non-conformité à la loi sur la qualité de l'environnement émis par le MDDELCC pour les puits de gaz de schiste depuis 2006.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 83 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N°59
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Nombre d'amendes émises suite à un ou des avis de non-conformité à la Loi sur la qualité de l'environnement par le MDDELCC pour les forages, la fracturation hydraulique et les puits de gaz de schiste depuis 2006.

Veillez vous référer à la réponse de la question 84 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 60
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Nombre de poursuites émises par le MDDELCC pour les forages, la fracturation hydraulique et les puits de gaz de schiste depuis 2006.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 85 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 61
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Tous documents, études, notes, rapports, correspondances en lien avec l'étude environnementale stratégique sur les gaz de schiste.

Les études réalisées à la demande du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste sont disponibles au : <http://ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca/documentation/>.

- Étude E1-1 : Évaluation des besoins en eau de l'industrie du gaz de schiste sur toute sa période de développement et de production, détermination des impacts environnementaux associés à l'utilisation de cette ressource et élaboration des recommandations quant à l'encadrement de l'industrie (novembre 2013).
- Étude E2-2 : L'identification des cours d'eau des basses terres qui ne peuvent pas fournir le volume nécessaire à l'industrie (novembre 2013).
- Étude E2-3 : Le classement des aquifères du Québec qui aurait pour objectif d'identifier les aquifères importants, dont l'eau est utilisable pour la consommation humaine et animale pour les protéger, en y interdisant les puits gaziers et toute autre activité pouvant compromettre la ressource à cause de fuites ou de déversements de substances toxiques (avril 2013).
- Étude E3-2 : Détermination des problèmes de déversements et de fuites rencontrés au Québec (a) et dans d'autres juridictions par l'industrie du gaz de schiste au cours des dernières années (b) et documentation sur les causes et les conséquences de ces incidents et les mesures prises pour les corriger (c) (novembre et décembre 2013).
- Étude E3-4 : Détermination des risques de fuites et de déversements (bassin de rétention, transport, pendant l'injection, retour des eaux de reflux), conséquences potentielles de ces incidents sur l'environnement et la santé et évaluation des mesures de mitigation permettant de minimiser ces conséquences (décembre 2013).
- Étude E3-5 : Détermination exhaustive des substances utilisées, ou susceptibles de l'être, pour le forage et la fracturation au Québec (partie a), et des sous-produits de dégradation et de réaction; (parties b et e) évaluation de leurs propriétés toxicologiques et de leur potentiel de biodégradation (partie c), de bioaccumulation, de persistance et de toxicité globale (février 2014).
- Étude E3-6 : Évaluation des contaminants d'origine naturelle présents dans le schiste et susceptibles de se retrouver dans les eaux de reflux (décembre 2013).
- Étude E3-7 : Évaluation de la vulnérabilité des prises d'eau potable, et de toute autre prise d'eau, attribuable à la capacité de support des écosystèmes des cours d'eau pour certaines substances toxiques (septembre 2013).
- Étude E3-8 : Revue de la littérature sur les données disponibles sur d'autres juridictions (Pennsylvanie et Ohio) ayant foré dans le Shale d'Utica concernant les substances utilisées pour le forage et la fracturation et les sous-produits de dégradation et de réaction (décembre 2013).
- Étude E3-9 : Évaluation de la concentration naturelle de méthane dans les eaux souterraines dans les basses terres du Saint-Laurent; identification de l'origine du méthane présent; identification des mécanismes de migration préférentielle du méthane d'origine naturelle (novembre 2013).
- Étude E3-10 : Modélisation, à partir de simulation numérique, de la migration des eaux de fracturation et du méthane, en utilisant les variables physiques (géologiques, physicochimiques et hydrogéologiques) propres à la province géologique des basses terres du Saint-Laurent et de ses bassins versants (décembre 2013).

- Étude E3-12 : Inventaire des données disponibles sur les caractéristiques physicochimiques de ces résidus par l'analyse de sites existants (novembre 2013).
- Étude A1-1 : Évaluation des taux d'émissions de contaminants atmosphériques provenant des sources fixes, mobiles et fugitives d'un projet type de gaz de schiste et en fonction des scénarios élaborés qui tiendra compte des activités simultanées (janvier 2014).
- Étude A1-2 : Modélisation de la dispersion atmosphérique des contaminants émis par les sources fixes et mobiles d'un projet type dans un milieu type représentatif des basses terres du Saint-Laurent et de l'impact de ces contaminants sur la qualité de l'air ambiant. Cette étude se fera en lien avec l'étude S3-1 : estimation des impacts attendus sur la santé des populations exposées et évaluation de l'importance de ces impacts sur leur qualité de vie (novembre 2013 et janvier 2014).
- Étude GES1-1 : Évaluation du niveau d'émissions de gaz à effet de serre provenant des sources fixes, mobiles et fugitives d'un projet type de gaz de schiste, de la phase préproduction à la phase fermeture (novembre 2013).
- Étude GES1-2 : Bilan des gaz à effet de serre émis par un projet type de gaz de schiste en fonction des scénarios élaborés. Cette étude sera faite en lien avec l'étude EC2-3 : Analyse environnementale du cycle de vie d'un projet type de gaz de schiste (janvier 2014).
- Étude R1-1 : Détermination des risques naturels potentiels dans la région désignée pour l'exploitation du gaz de schiste et des répercussions appréhendées de ces événements sur les installations d'un projet type et sur la sécurité de la population (décembre 2013).
- Étude R1-2 : Analyse du risque que des phénomènes naturels soient provoqués par les activités de l'industrie du gaz de schiste et des conséquences appréhendées sur la sécurité et les biens de la population. Cette analyse alimentera également les études sur le risque à la santé (décembre 2013).
- Étude R2-1 : Analyse des risques technologiques associés aux activités d'un projet type de gaz de schiste (décembre 2013).
- Étude S1-1 : Analyse du régime québécois de gouvernance minier et de ses conséquences et comparaison avec les régimes miniers et des hydrocarbures dans le monde (novembre 2013).
- Étude S1-2 : Analyse du potentiel de l'instance municipale et d'autres instances pertinentes en matière d'encadrement et de développement de l'industrie du gaz de schiste (septembre 2013).
- Étude S1-3 : Études de trois cas sur le déploiement et la gouvernance : le cas de la filière éolienne, le cas du nouveau régime forestier et le cas de l'industrie porcine (décembre 2013).
- Étude S1-4 : Définition de trois scénarios de gouvernance territoriale selon les degrés de préséance accordée au développement gazier, en précisant, pour chacun, le cadre juridique, les mécanismes d'élaboration, le mode de fonctionnement, le rôle des municipalités et des autres institutions concernées et la répartition des responsabilités entre les niveaux décisionnels (local, régional, national), l'acceptabilité sociale, la transition en regard du régime actuel, la faisabilité, les freins, les écueils et les problèmes possibles ainsi que les bénéfices (septembre 2013).
- Étude S2-1 : Élaboration de l'état des lieux des communautés d'accueil en détaillant leurs dimensions environnementale, sociale et économique ainsi que leur gouvernance (août et septembre 2013).
- Étude S2-2 : Étude de cas de la CPTAQ : historique, fonctionnement, résultats (juin et août 2013).
- Étude S2-3 : Analyse du rôle potentiel de la CPTAQ à l'égard de l'industrie du gaz de schiste comme mode de régulation des conflits d'usages (août 2013).

- Étude S2-5 : Détermination et documentation des impacts (visuel, patrimoine) associés aux différentes phases de développement de l'industrie et désignation des mesures qui pourraient permettre de les éliminer, de les atténuer et d'y remédier (septembre 2013).
- Étude S2-6 : Modélisation de l'impact sonore associé aux activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste en fonction du projet type et des scénarios de développement (septembre et décembre 2013).
- Étude S2-7 : Détermination et documentation des impacts sociaux associés aux différentes phases de développement de l'industrie et désignation des mesures permettant de les éliminer, de les atténuer et d'y remédier, notamment, mais non exclusivement, en ce qui concerne : l'intensité et la chronicité du bruit environnemental selon divers scénarios de projets (puits unique ou multipuits) et de distances séparatrices; l'augmentation du camionnage et la construction de nouveaux accès routiers (septembre 2013).
- Étude S3-1 : Sur la base des résultats des études sur la qualité de l'air, estimation des impacts attendus sur la santé des populations exposées et évaluation, de l'importance de ces impacts sur leur qualité de vie (2013).
- Étude S3-2 : Sur la base des résultats des études quantitatives et qualitatives dans le domaine de l'eau : Estimation des impacts appréhendés sur la santé des populations exposées et évaluation de l'importance de ces impacts sur leur qualité de vie - Évaluation de la vulnérabilité des sources d'eau potable actuelles et potentielles, selon leur utilisation (consommation humaine ou animale, production agricole ou piscicole, etc.) et proposition d'un modèle de suivi pour la gestion des sources d'eau potable, incluant des mesures d'urgence (septembre 2013).
- Étude S3-3 : Sur la base des résultats des analyses touchant les risques technologiques et naturels associés aux activités d'un projet type de gaz de schiste, documentation de la perception des risques et des impacts psychosociaux chez les populations locales, selon un échantillon représentatif des groupes sociaux et de l'indice de développement des localités.
- Étude S3-4 : Détermination des pratiques (forces et faiblesses) en matière de communication du risque entre l'industrie, les municipalités et les organismes provinciaux responsables de la sécurité; élaboration, d'un plan type de communication du risque, selon la nature du projet, incluant les modes de surveillance et de suivi (novembre 2013).
- Étude S3-5 : Documentation des impacts du développement de l'industrie du gaz de schiste sur l'aménagement du territoire, notamment en ce qui a trait à l'agriculture, la foresterie et le tourisme et définition des conflits d'usages potentiels, selon les divers scénarios de développement (septembre 2013).
- Étude S3-6 : Évaluation des impacts sociaux que pourraient avoir les infrastructures gazières sur les collectivités locales en lien avec l'exploitation et le transport du gaz de schiste (septembre 2013).
- Étude S4-1 : Analyse des facteurs influant sur l'acceptabilité sociale de l'industrie du gaz de schiste au Québec (novembre 2013).
- Étude S4-2 : Élaboration de scénarios de processus de participation publique et des instances correspondantes à l'échelle locale et, au chapitre des projets, description du cheminement pour chacun des projets, la durée du processus et les coûts associés (septembre 2013).
- Étude S4-3A : Analyse comparée des perceptions du public à l'égard de l'industrie du gaz de schiste au Québec, en France, aux États-Unis et ailleurs au Canada (juin 2013).
- Étude S4-5 : Documentation de l'encadrement des conditions de travail au sein de l'industrie du gaz de schiste, notamment en matière de santé et sécurité du travail, dans les provinces et les États étrangers; proposition d'un encadrement particulier au Québec (juin 2013).

- Étude S4-8 : Détermination des facteurs permettant de maximiser les retombées sociales et de minimiser les problèmes sociaux associés au développement de l'industrie du gaz de schiste et développement des mécanismes de mise en œuvre (juillet et septembre 2013).
- Étude EC1-1 : Sur la base d'une projection des besoins énergétiques du Québec, analyse de divers scénarios de consommation de gaz naturel sur un horizon de 25 ans en tenant compte des paramètres économiques et sociopolitiques pertinents, et de l'effet d'une production locale sur cette consommation (octobre 2013).
- Étude EC1-2 : Analyse des enjeux de développement durable que soulèvent l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste par rapport à d'autres filières en regard des principes contenus dans la Loi et détail de la manière dont cette filière peut s'insérer dans les orientations de la stratégie énergétique adoptée par le gouvernement du Québec pour la période 2006-2015 (décembre 2013).
- Étude EC2-1 : Détail des coûts privés et publics par phase de réalisation et totaux incluant la phase de fermeture et suivi estimés à partir du projet type de gaz de schiste défini au préalable (décembre 2013).
- Étude EC2-2 : Projections financières pro forma d'un projet type de gaz de schiste, incluant la phase de fermeture et suivi. Ces projections seront faites sur la base de différents scénarios de développement. Elles seront également basées sur les coûts pour un site unique avec plusieurs puits (décembre 2013).
- Étude EC2-3 : Analyse environnementale du cycle de vie d'un projet type de gaz de schiste (novembre 2013).
- Étude EC2-4 : Analyse avantage-coût du développement de la filière du gaz de schiste en fonction des scénarios de développement, des scénarios de partage de la rente et des externalités (décembre 2013).
- Étude EC2-5 : Inventaire des technologies et des mesures susceptibles de réduire les risques et des externalités associées au développement de la filière du gaz de schiste (novembre 2013).
- Étude EC3-1 : Évaluation des retombées économiques du développement de la filière du gaz de schiste en fonction des scénarios de développement (novembre 2013).
- Étude EC4-1 : Calcul des niveaux de la rente selon les scénarios de développement retenus en tenant compte du contexte international et des externalités environnementales (novembre 2013).
- Étude EC4-2 : Inventaire et analyse des outils (économiques, fiscaux, etc.) permettant de capter pour divers bénéficiaires la rente gazière (novembre 2013).
- Étude EC4-3 : Scénarios de partage et utilisation de la rente. Évaluation des niveaux de compensation selon les externalités environnementales, sociales et économiques estimés par les volets pertinents de l'analyse environnementale stratégique ainsi que de l'analyse avantage-coût. - Détermination des acteurs sociaux sujets à des compensations, des mécanismes de gestion des moyens compensatoires et des modalités d'exercice de ces compensations (fardeau de la preuve, etc.). - Analyse des principes susceptibles de guider la redistribution de la rente gazière à partir notamment des modèles de redistribution observables qui respectent les principes de développement durable. - Établissement des scénarios de partage de la rente qui détaille : a) le niveau des compensations et les acteurs concernés; b) le partage de la rente nette (après compensations) entre les acteurs sociaux. - Détermination des utilisations possibles de la rente, en précisant leur rationalité et en analysant leur pertinence pour la société québécoise (février 2014).
- Étude EC4-4 : Analyser différents scénarios de redevances de taxation et de prise de participation (par exemple, le modèle norvégien) pour juger de leurs répercussions sur les plans environnemental, social et économique (février 2014).

- Étude EC4-5 : Procéder à des études de cas comparatives (par exemple, le Texas, l'Alberta, la Pennsylvanie, la mer du Nord) pour juger de l'intérêt d'un système par rapport à un autre (février 2014).
- Étude EC4-6 : Explorer les mécanismes économiques favorisant la responsabilité sociale et environnementale des opérateurs économiques (juillet 2013).
- Étude EC4-7 : Faire une recherche particulière sur les mesures d'écofiscalité utilisées dans le monde dans ce domaine et leur applicabilité au Québec. (novembre 2013 et février 2014).
- Étude L3-1 : Élaboration de propositions d'encadrement législatif et de gouvernance en matière d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste (juin 2013).
- Rapport synthèse de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste (janvier 2014).
- Évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste : connaissances acquises et principaux constats (janvier 2014).

Dépenses engendrées par le gouvernement pour l'étude environnementale stratégique sur les gaz de schiste, par année.

Dépenses totales depuis la mise en place (12 mai 2011 au 31 mars 2014) : 6 683 293 \$

Liste des contrats octroyés par les membres du comité de travail de l'étude environnementale stratégique sur les gaz de schiste, incluant les montants de ces contrats, pour 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.

Le Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste n'octroie aucun contrat.

Les études réalisées à la demande du Comité de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste sont disponibles au : <http://ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca/documentation/>.

- Étude E1-1 : Évaluation des besoins en eau de l'industrie du gaz de schiste sur toute sa période de développement et de production, détermination des impacts environnementaux associés à l'utilisation de cette ressource et élaboration des recommandations quant à l'encadrement de l'industrie (novembre 2013).
- Étude E2-2 : L'identification des cours d'eau des basses terres qui ne peuvent pas fournir le volume nécessaire à l'industrie (novembre 2013).
- Étude E2-3 : Le classement des aquifères du Québec qui aurait pour objectif d'identifier les aquifères importants, dont l'eau est utilisable pour la consommation humaine et animale pour les protéger, en y interdisant les puits gaziers et toute autre activité pouvant compromettre la ressource à cause de fuites ou de déversements de substances toxiques (avril 2013).
- Étude E3-2 : Détermination des problèmes de déversements et de fuites rencontrés au Québec (a) et dans d'autres juridictions par l'industrie du gaz de schiste au cours des dernières années (b) et documentation sur les causes et les conséquences de ces incidents et les mesures prises pour les corriger (c) (novembre et décembre 2013).
- Étude E3-4 : Détermination des risques de fuites et de déversements (bassin de rétention, transport, pendant l'injection, retour des eaux de reflux), conséquences potentielles de ces incidents sur l'environnement et la santé et évaluation des mesures de mitigation permettant de minimiser ces conséquences (décembre 2013).
- Étude E3-5 : Détermination exhaustive des substances utilisées, ou susceptibles de l'être, pour le forage et la fracturation au Québec (partie a), et des sous-produits de dégradation et de réaction; (parties b et e) évaluation de leurs propriétés toxicologiques et de leur potentiel de biodégradation (partie c), de bioaccumulation, de persistance et de toxicité globale (février 2014).
- Étude E3-6 : Évaluation des contaminants d'origine naturelle présents dans le schiste et susceptibles de se retrouver dans les eaux de reflux (décembre 2013).
- Étude E3-7 : Évaluation de la vulnérabilité des prises d'eau potable, et de toute autre prise d'eau, attribuable à la capacité de support des écosystèmes des cours d'eau pour certaines substances toxiques (septembre 2013).
- Étude E3-8 : Revue de la littérature sur les données disponibles sur d'autres juridictions (Pennsylvanie et Ohio) ayant foré dans le Shale d'Utica concernant les substances utilisées pour le forage et la fracturation et les sous-produits de dégradation et de réaction (décembre 2013).
- Étude E3-9 : Évaluation de la concentration naturelle de méthane dans les eaux souterraines dans les basses terres du Saint-Laurent; identification de l'origine du méthane présent; identification des mécanismes de migration préférentielle du méthane d'origine naturelle (novembre 2013).
- Étude E3-10 : Modélisation, à partir de simulation numérique, de la migration des eaux de fracturation et du méthane, en utilisant les variables physiques (géologiques, physicochimiques et hydrogéologiques) propres à la province géologique des basses terres du Saint-Laurent et de ses bassins versants (décembre 2013).

- Étude E3-12 : Inventaire des données disponibles sur les caractéristiques physicochimiques de ces résidus par l'analyse de sites existants (novembre 2013).
- Étude A1-1 : Évaluation des taux d'émissions de contaminants atmosphériques provenant des sources fixes, mobiles et fugitives d'un projet type de gaz de schiste et en fonction des scénarios élaborés qui tiendra compte des activités simultanées (janvier 2014).
- Étude A1-2 : Modélisation de la dispersion atmosphérique des contaminants émis par les sources fixes et mobiles d'un projet type dans un milieu type représentatif des basses terres du Saint-Laurent et de l'impact de ces contaminants sur la qualité de l'air ambiant. Cette étude se fera en lien avec l'étude S3-1 : estimation des impacts attendus sur la santé des populations exposées et évaluation de l'importance de ces impacts sur leur qualité de vie (novembre 2013 et janvier 2014).
- Étude GES1-1 : Évaluation du niveau d'émissions de gaz à effet de serre provenant des sources fixes, mobiles et fugitives d'un projet type de gaz de schiste, de la phase préproduction à la phase fermeture (novembre 2013).
- Étude GES1-2 : Bilan des gaz à effet de serre émis par un projet type de gaz de schiste en fonction des scénarios élaborés. Cette étude sera faite en lien avec l'étude EC2-3 : Analyse environnementale du cycle de vie d'un projet type de gaz de schiste (janvier 2014).
- Étude R1-1 : Détermination des risques naturels potentiels dans la région désignée pour l'exploitation du gaz de schiste et des répercussions appréhendées de ces événements sur les installations d'un projet type et sur la sécurité de la population (décembre 2013).
- Étude R1-2 : Analyse du risque que des phénomènes naturels soient provoqués par les activités de l'industrie du gaz de schiste et des conséquences appréhendées sur la sécurité et les biens de la population. Cette analyse alimentera également les études sur le risque à la santé (décembre 2013).
- Étude R2-1 : Analyse des risques technologiques associés aux activités d'un projet type de gaz de schiste (décembre 2013).
- Étude S1-1 : Analyse du régime québécois de gouvernance minier et de ses conséquences et comparaison avec les régimes miniers et des hydrocarbures dans le monde (novembre 2013).
- Étude S1-2 : Analyse du potentiel de l'instance municipale et d'autres instances pertinentes en matière d'encadrement et de développement de l'industrie du gaz de schiste (septembre 2013).
- Étude S1-3 : Études de trois cas sur le déploiement et la gouvernance : le cas de la filière éolienne, le cas du nouveau régime forestier et le cas de l'industrie porcine (décembre 2013).
- Étude S1-4 : Définition de trois scénarios de gouvernance territoriale selon les degrés de préséance accordée au développement gazier, en précisant, pour chacun, le cadre juridique, les mécanismes d'élaboration, le mode de fonctionnement, le rôle des municipalités et des autres institutions concernées et la répartition des responsabilités entre les niveaux décisionnels (local, régional, national), l'acceptabilité sociale, la transition en regard du régime actuel, la faisabilité, les freins, les écueils et les problèmes possibles ainsi que les bénéfices (septembre 2013).
- Étude S2-1 : Élaboration de l'état des lieux des communautés d'accueil en détaillant leurs dimensions environnementale, sociale et économique ainsi que leur gouvernance (août et septembre 2013).
- Étude S2-2 : Étude de cas de la CPTAQ : historique, fonctionnement, résultats (juin et août 2013).
- Étude S2-3 : Analyse du rôle potentiel de la CPTAQ à l'égard de l'industrie du gaz de schiste comme mode de régulation des conflits d'usages (août 2013).
- Étude S2-5 : Détermination et documentation des impacts (visuel, patrimoine) associés aux différentes phases de développement de l'industrie et désignation des mesures qui pourraient permettre de les éliminer, de les atténuer et d'y remédier (septembre 2013).

- Étude S2-6 : Modélisation de l'impact sonore associé aux activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste en fonction du projet type et des scénarios de développement (septembre et décembre 2013).
- Étude S2-7 : Détermination et documentation des impacts sociaux associés aux différentes phases de développement de l'industrie et désignation des mesures permettant de les éliminer, de les atténuer et d'y remédier, notamment, mais non exclusivement, en ce qui concerne : l'intensité et la chronicité du bruit environnemental selon divers scénarios de projets (puits unique ou multipuits) et de distances séparatrices; l'augmentation du camionnage et la construction de nouveaux accès routiers (septembre 2013).
- Étude S3-1 : Sur la base des résultats des études sur la qualité de l'air, estimation des impacts attendus sur la santé des populations exposées et évaluation, de l'importance de ces impacts sur leur qualité de vie (2013).
- Étude S3-2 : Sur la base des résultats des études quantitatives et qualitatives dans le domaine de l'eau : Estimation des impacts appréhendés sur la santé des populations exposées et évaluation de l'importance de ces impacts sur leur qualité de vie - Évaluation de la vulnérabilité des sources d'eau potable actuelles et potentielles, selon leur utilisation (consommation humaine ou animale, production agricole ou piscicole, etc.) et proposition d'un modèle de suivi pour la gestion des sources d'eau potable, incluant des mesures d'urgence (septembre 2013).
- Étude S3-3 : Sur la base des résultats des analyses touchant les risques technologiques et naturels associés aux activités d'un projet type de gaz de schiste, documentation de la perception des risques et des impacts psychosociaux chez les populations locales, selon un échantillon représentatif des groupes sociaux et de l'indice de développement des localités.
- Étude S3-4 : Détermination des pratiques (forces et faiblesses) en matière de communication du risque entre l'industrie, les municipalités et les organismes provinciaux responsables de la sécurité; élaboration, d'un plan type de communication du risque, selon la nature du projet, incluant les modes de surveillance et de suivi (novembre 2013).
- Étude S3-5 : Documentation des impacts du développement de l'industrie du gaz de schiste sur l'aménagement du territoire, notamment en ce qui a trait à l'agriculture, la foresterie et le tourisme et définition des conflits d'usages potentiels, selon les divers scénarios de développement (septembre 2013).
- Étude S3-6 : Évaluation des impacts sociaux que pourraient avoir les infrastructures gazières sur les collectivités locales en lien avec l'exploitation et le transport du gaz de schiste (septembre 2013).
- Étude S4-1 : Analyse des facteurs influant sur l'acceptabilité sociale de l'industrie du gaz de schiste au Québec (novembre 2013).
- Étude S4-2 : Élaboration de scénarios de processus de participation publique et des instances correspondantes à l'échelle locale et, au chapitre des projets, description du cheminement pour chacun des projets, la durée du processus et les coûts associés (septembre 2013).
- Étude S4-3A : Analyse comparée des perceptions du public à l'égard de l'industrie du gaz de schiste au Québec, en France, aux États-Unis et ailleurs au Canada (juin 2013).
- Étude S4-5 : Documentation de l'encadrement des conditions de travail au sein de l'industrie du gaz de schiste, notamment en matière de santé et sécurité du travail, dans les provinces et les États étrangers; proposition d'un encadrement particulier au Québec (juin 2013).
- Étude S4-8 : Détermination des facteurs permettant de maximiser les retombées sociales et de minimiser les problèmes sociaux associés au développement de l'industrie du gaz de schiste et développement des mécanismes de mise en œuvre (juillet et septembre 2013).
- Étude EC1-1 : Sur la base d'une projection des besoins énergétiques du Québec, analyse de divers scénarios de consommation de gaz naturel sur un horizon de 25 ans en tenant compte des paramètres économiques et sociopolitiques pertinents, et de l'effet d'une production locale sur cette consommation (octobre 2013).

- Étude EC1-2 : Analyse des enjeux de développement durable que soulèvent l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste par rapport à d'autres filières en regard des principes contenus dans la Loi et détail de la manière dont cette filière peut s'insérer dans les orientations de la stratégie énergétique adoptée par le gouvernement du Québec pour la période 2006-2015 (décembre 2013).
- Étude EC2-1 : Détail des coûts privés et publics par phase de réalisation et totaux incluant la phase de fermeture et suivi estimés à partir du projet type de gaz de schiste défini au préalable (décembre 2013).
- Étude EC2-2 : Projections financières pro forma d'un projet type de gaz de schiste, incluant la phase de fermeture et suivi. Ces projections seront faites sur la base de différents scénarios de développement. Elles seront également basées sur les coûts pour un site unique avec plusieurs puits (décembre 2013).
- Étude EC2-3 : Analyse environnementale du cycle de vie d'un projet type de gaz de schiste (novembre 2013).
- Étude EC2-4 : Analyse avantage-coût du développement de la filière du gaz de schiste en fonction des scénarios de développement, des scénarios de partage de la rente et des externalités (décembre 2013).
- Étude EC2-5 : Inventaire des technologies et des mesures susceptibles de réduire les risques et des externalités associées au développement de la filière du gaz de schiste (novembre 2013).
- Étude EC3-1 : Évaluation des retombées économiques du développement de la filière du gaz de schiste en fonction des scénarios de développement (novembre 2013).
- Étude EC4-1 : Calcul des niveaux de la rente selon les scénarios de développement retenus en tenant compte du contexte international et des externalités environnementales (novembre 2013).
- Étude EC4-2 : Inventaire et analyse des outils (économiques, fiscaux, etc.) permettant de capter pour divers bénéficiaires la rente gazière (novembre 2013).
- Étude EC4-3 : Scénarios de partage et utilisation de la rente. Évaluation des niveaux de compensation selon les externalités environnementales, sociales et économiques estimés par les volets pertinents de l'analyse environnementale stratégique ainsi que de l'analyse avantage-coût. - Détermination des acteurs sociaux sujets à des compensations, des mécanismes de gestion des moyens compensatoires et des modalités d'exercice de ces compensations (fardeau de la preuve, etc.). - Analyse des principes susceptibles de guider la redistribution de la rente gazière à partir notamment des modèles de redistribution observables qui respectent les principes de développement durable. - Établissement des scénarios de partage de la rente qui détaille : a) le niveau des compensations et les acteurs concernés; b) le partage de la rente nette (après compensations) entre les acteurs sociaux. - Détermination des utilisations possibles de la rente, en précisant leur rationalité et en analysant leur pertinence pour la société québécoise (février 2014).
- Étude EC4-4 : Analyser différents scénarios de redevances de taxation et de prise de participation (par exemple, le modèle norvégien) pour juger de leurs répercussions sur les plans environnemental, social et économique (février 2014).
- Étude EC4-5 : Procéder à des études de cas comparatives (par exemple, le Texas, l'Alberta, la Pennsylvanie, la mer du Nord) pour juger de l'intérêt d'un système par rapport à un autre (février 2014).
- Étude EC4-6 : Explorer les mécanismes économiques favorisant la responsabilité sociale et environnementale des opérateurs économiques (juillet 2013).
- Étude EC4-7 : Faire une recherche particulière sur les mesures d'écofiscalité utilisées dans le monde dans ce domaine et leur applicabilité au Québec. (novembre 2013 et février 2014).
- Étude L3-1 : Élaboration de propositions d'encadrement législatif et de gouvernance en matière d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste (juin 2013).

- Rapport synthèse de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste (janvier 2014).
- Évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste : connaissances acquises et principaux constats (janvier 2014).

Les dépenses engendrées par l'évaluation environnementale du Comité provincial d'examen à l'administrateur du chapitre 22 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (COMEX)

Frais de déplacement	23 698,19 \$
Honoraires professionnels	137 194,16 \$
Réception et frais d'accueil	58,10 \$
Contrat de nature technique	10 005,44 \$
Bien immeubles location	750,00 \$
Biens meubles location	1 959,72 \$
Achats fournitures	30,12 \$

Total fonctionnement : 173 695,73 \$

Rémunération du personnel du Ministère
affecté aux dossiers du COMEX* 265 642,08 \$

Total fonctionnement et rémunération : 439 337,81 \$

* : Ce montant comprend les salaires du président, de la secrétaire exécutive et de la secrétaire administrative ainsi que ceux des chargés de projets et du coordonnateur aux affaires autochtones partiellement affectés au support des membres québécois du COMEX.

Ce comité est créé en vertu de la Convention de la baie James et du nord québécois et repris dans la Loi sur la qualité de l'environnement. Chaque partie (québécoise, crie) a la responsabilité de nommer un certain nombre de membres. Les membres québécois sont nommés par le conseil des ministres.

Programme « ClimatSol » : liste des investissements, montants et bénéficiaires pour 2012-2013 et 2013-2014 et prévision pour 2014-2015.

Veillez vous référer à la réponse de la question 72 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 66
2^e GROUPE D'OPPOSITION

État de situation des milieux humides. Indiquer, par région administrative :

- a. l'inventaire;**
 - b. les menaces potentielles;**
 - c. les mesures de protections projetées.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 42 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 67
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des groupes environnementaux ayant reçu du financement du MDDELCC pour 2012-2013 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015. Indiquer :

- a. le nom du groupe;**
 - b. le montant alloué par groupe;**
 - c. liste des groupes ayant été exclus du financement pour 2012-2013 et 2013-2014.**
-

Veuillez vous référer à la réponse de la question 4 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 68
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste des urgences environnementales qui ont nécessité l'intervention du MDDELCC : liste des cas, coûts de l'intervention, montants réclamés aux fautifs pour 2012-2013 et 2013-2014. Indiquer les cas ayant nécessité l'intervention de la santé publique.

Veillez vous référer à la réponse de la question 74 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Liste des sites d'enfouissement au Québec. Indiquer :

- a. lieu géographique;**
 - b. type de déchets et de matières résiduelles;**
 - c. volume de stockage.**
-

Veillez vous référer à la réponse de la question 69 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 70
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Pour chaque certificat d'autorisation délivré en vertu de l'article 22 de la loi sur la qualité de l'environnement depuis 2004 et nécessitant une compensation proportionnelle à la valeur écologique du milieu humide détruit ou perturbé en vertu du document « traitement des demandes d'autorisation des projets dans les milieux humides », nous désirons obtenir, le numéro de référence du certificat d'autorisation, le nom du demandeur, la date de la demande, la date de délivrance, le type de compensation (versement au fonds vert, acquisition de terrain, aménagement de terrain, etc.), l'emplacement du site choisi pour compenser, sa superficie ainsi que son lien hydrologique avec le bassin versant.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 43 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.